Les jeunes et les réunions internationales



Une initiative de :

l'Association canadienne pour les Nations Unies

Un guide de poche sur la participation efficace des jeunes

Les jeunes et les réunions internationales
- Un guide de poche sur la participation efficace des jeunes -

Une initiative de :

L'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU)
130, rue Slater, bureau 900
Ottawa (Ontario) K1P 6E2 Canada

Téléphone : +1 (613) 232-5751
Télécopieur : +1 (613) 563-2455
Courriel : **info@unac.org**
Site Web : **http://www.unac.org/fr/pocketbook/index.asp**

ISBN 0-9688899-3-X

Équipe de rédaction et de coordination de l'ACNU

Ce guide a été rédigé par Monika Rahman (agente de projet),
avec l'appui de Christine Parsons (agente de projet)
et de Julie Larsen (agente de projet).
Révisé par Claudia Octeau (chargée de projet).

Réviseurs

Megan Bradley (Équipe jeunesse du Sommet)
Lindsay Cole (Équipe jeunesse du Sommet)

Nous tenons à souligner l'appui financier du :

Fonds des Nations Unies pour la jeunesse (**www.un.org/youth**)
Gouvernement du Canada (**www.canada.gc.ca**)
Centre de recherches pour le développement international (**www.idrc.ca**)
Réseau canadien de l'environnement (**www.cen-rce.org**)
Réseau Environnemental Jeunesse (**www.cen-rce.org/cbp-rmej/index.html**)

Canada

IDRC CRDI
International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Table des matières

Collaboration spéciale

Témoignages des jeunes

Encadrés

Remerciements

Ce petit ouvrage a derrière lui une longue histoire; tant de personnes ont consacré, à des degrés divers, temps et effort au projet que nous avons pensé qu'il serait beaucoup plus adéquat de vous décrire en quelques mots le rôle qu'ont joué ceux et celles qui ont participé à la réalisation de l'ouvrage (Note: les noms sont énumérés par ordre alphabétique).

L'idée d'un guide à l'intention des jeunes qui projettent de participer à une réunion internationale a pris naissance au tout début de la mise sur pied du Programme jeunesse 2002 dirigé par l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU); ce projet visait à encourager la participation des jeunes aux processus menant au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD). Plusieurs membres du Programme jeunesse 2002, « l'Équipe jeunesse du Sommet », ont rédigé un document pilote intitulé *Comment survivre et être efficaces aux réunions internationales multilatérales - un guide à l'intention des jeunes*. Pour leur contribution initiale et leur consultation permanente, nous aimerions exprimer toute notre reconnaissance à :

Megan Bradley, Lindsay Cole, Frédéric Gagnon-Lebrun et Patrick McCurdy.

Nous voulons aussi remercier Environnement Canada et plus spécifiquement Ann Jarnet, Michelle Buckley et Andrew Kenyon, ainsi que Chantal Bois et le Réseau canadien de l'environnement pour leur appui initial.

De nombreux membres de la vaste communauté internationale de la jeunesse ont été consultés tout au long de la production du guide de poche. Ces jeunes ont donné leur avis à l'équipe de rédaction sur le contenu de certaines parties du document, ont relaté par écrit leur propre participation à des réunions internationales ou ont répondu à un questionnaire s'adressant aux jeunes distribué au SMDD. Nous désirons remercier tous ces collaborateurs qui ont, bénévolement, donné de leur temps et qui ont su laisser leur trace dans ce guide:

Ruqaya Al-Bimany (Écosse), Majida Al-Zakari (Bahreïn), Pelin Ayar (Turquie), Sergio Belfor (Suriname), Sonu Chhina (Inde), Mirella Daurer (Pays-Bas), Naomi den Besten (Pays-Bas), Pamela Foster (Canada), Yoshiaki Furuzawa (Japon), P. Guerra (République dominicaine), Miguel Heilbron (Pays-Bas), Gemma Hobcraft (Royaume-Uni), Leif Holmberg (Suède), Lynn Katsitsaronkwas Jacobs (territoire mohawk de Kahnawake, Canada, Turtle Island), Shalene Jobin (Canada), Catherine Kamping (Philippines), Clarisse Kehler Siebert (Canada), Yvonne Khamati (Kenya), Tsin Zhen Koh (Singapour), Cynthia Liebman (États-Unis), Andrea McCormick (Canada), Jonas Meckling (Allemagne), Søren Meinert

(Danemark), Øystein Mørch (Norvège), Russell Parkinson (Royaume-Uni), Afifa Raihana (Bangladesh), Renaud Richard (France), Mark Selby (Canada), Franklin Ayokunle Sotona (Afrique du Sud), Anders Svensson (Allemagne), Marie Tiwari (États-Unis), Tomislav Tomasevic (Croatie), Norman Wojak (Allemagne) et Alan Wu (Australie).

Notre guide de poche n'aurait pu être aussi achevé sans les commentaires empressés et la grande méticulosité dont ont fait preuve des réviseurs de partout dans le monde. Ces personnes ont pris le temps de parcourir différentes ébauches du guide de poche (qui plus est, en plusieurs langues !) et d'examiner la table des matières initiale:

Rida Abboud (Canada), Nathalie Ayotte (Canada), Lynn Broughton (Canada), Mario-Gilles Bussières (Canada), Ellen Brogren (États-Unis), Roy Cabonegro (Philippines), Erin Condit-Bergren (États-Unis), José de Brito (Portugal), Jeronimo De Miguel (Canada), Amir Farmanesh (Iran), Kathryn Faulkner (Royaume-Uni), Frédéric Gagnon-Lebrun (Canada), José Galindo (Équateur), Marc Gareau (Canada), Kimon Haars (Allemage), Kirsten Hagon (Australie), Lauren Inouye (États-Unis), Konrad Lamour (Canada), Patricia LaRue (Canada), Sofiah MacKay (Australie), Erin McGinn (Canada), Nicole Meyer (Suisse), Nick Moraitis (Australie), Kossi Ogoubi (Togo), Robert Sagun (Philippines), Tatiana Tauquino (Canada).

Pour finir, nous désirons remercier tous ceux et celles dont les propos ont su rendre vivantes les pages du guide de poche; leurs remarques, intéressantes et d'une grande perspicacité, sont citées tout au long de l'ouvrage.



Avant-propos

> **« On est, dans les couloirs des Nations Unies, de plus en plus habitués à voir des visages jeunes, comme il se doit. »**
>
> **(Gemma Hobcraft, Royaume-Uni)**

Si le projet de participer à une réunion internationale (RI) se met à germer dans votre esprit, il est bien possible que vous vous demandiez : Mais pourquoi un jeune déciderait-il de se rendre à une réunion internationale ? Comment puis-je me renseigner sur ces réunions et que dois-je faire pour y participer ? Comment vais-je me rendre là-bas et comment dois-je me préparer avant la rencontre ? Comment « manœuvrer » pendant la réunion et comment tirer le plus profit de cette réunion ? Et puis, qu'arrive-t-il lorsque je reviens chez moi – mon enthousiasme (et tout le travail que j'y ai mis) s'évaporeront-ils le dernier jour de la rencontre ?

Des membres de la communauté internationale de la jeunesse nous ont confié qu'il serait très utile aux jeunes de disposer d'un guide, conçu expressément pour eux, qui les aiderait à devenir plus efficaces aux réunions internationales. C'est pour répondre à cette demande qu'une équipe de jeunes canadiens a décidé de faire appel à son expérience collective : ainsi, au cours du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 et de la Conférence mondiale contre le racisme de 2001, cette équipe a consulté des jeunes de partout dans le monde afin de produire *Les jeunes et les réunions internationales : Un guide de poche sur la participation efficace des jeunes*.

Ce guide de poche présente de l'information sommaire sur la structure et les procédures des réunions organisées par les Nations Unies, examine différentes avenues de participation qui sont offertes aux jeunes et fournit des renseignements pratiques pour « survivre » aux RI. Le guide aborde également d'importantes questions concernant l'impact des RI, à l'échelle locale, nationale et internationale, que tous les participants, anciens ou futurs, devraient prendre en considération.

Comme un grand nombre de réunions internationales sont organisées sous les auspices des Nations Unies, l'information contenue dans cet ouvrage a été, en grande partie, rédigée en s'inspirant directement du processus d'organisation des réunions des Nations Unies. Toutefois, l'ONU n'est pas la seule instance décisionnelle internationale. Si vous prévoyez assister à une rencontre internationale qui n'est pas organisée selon le modèle des Nations Unies, vous trouverez quand même, dans ces pages, l'essentiel de l'information dont vous aurez besoin, car dans l'ensemble, les préparatifs, les activités sur place, le suivi et les déplacements se dérouleront sensiblement de la même manière. Nous avons observé récemment une augmentation

du nombre de réunions d'envergure mondiale s'adressant spécialement aux jeunes. Même si l'organisation et le contenu de ces réunions peuvent être fort différents, nous souhaitons que l'information d'ordre général que renferme notre guide vous soit utile.

Dans un contexte où la participation élargie aux processus internationaux devient de plus en plus essentielle à l'équilibre des pouvoirs d'autres acteurs internationaux importants, les perspectives des jeunes, et l'énergie qui leur est propre, sont à même de stimuler, d'orienter et d'entraîner des changements positifs. Nous espérons que ce livre deviendra une ressource précieuse, pour les jeunes du monde entier qui participeront à des réunions internationales, que celles-ci se penchent sur les droits de la personne, le développement durable, le racisme, l'égalité des sexes, le commerce et les finances, ou sur tout autre dossier d'envergure mondiale.



I. Quelle est ma place dans une réunion internationale ?

L'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale – quelle est votre place dans les réunions de grandes instances décisionnelles internationales comme celles-ci ? Si vous envisagez d'assister à une réunion internationale (RI) dont vous avez entendu parler, sans doute, à travers votre propre gouvernement national ou en consultant le site Web de l'Organisation des Nations Unies (ONU), n'oubliez pas que de nombreuses formes de participation s'offrent à vous.

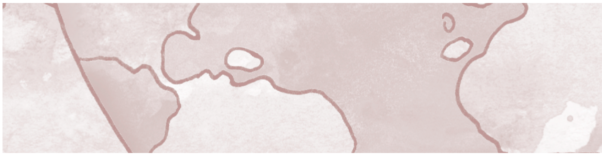
D'abord et avant tout, vous pouvez participer en vous rendant sur les lieux et en vous renseignant le plus possible sur le processus et les questions qui vous ont amené, en premier lieu, à vous intéresser à cette réunion. Pendant une réunion internationale, il circule tant de personnes intéressantes et se déroulent tant d'activités uniques et de choses excitantes, que le seul fait d'y être est enrichissant. En vous mêlant à des personnes et à des organisations aux vues similaires aux vôtres, vous profitez d'une occasion inestimable d'établir des contacts fructueux.

Nous sommes tous différents mais chacun trouve sa place – ce qui importe, c'est de prendre conscience de ses propres forces et intérêts et de les utiliser.

Autre façon de participer : vous pouvez prendre part au processus de négociation menant au document officiel de la rencontre. La présence des jeunes dans le processus politique international est importante; toutefois, le travail de type communautaire et local auquel participent souvent les jeunes, est très différent. Travailler « dans les coulisses » d'une réunion internationale consiste souvent à tisser des liens, à développer un langage commun, une compréhension mutuelle, et un climat de confiance. Essentiellement, c'est une activité à forte charge politique; il faut une certaine dose de formation et d'expérience pour faire son chemin et être efficace dans un tel univers.

Ceux et celles qui préfèrent le travail sur le terrain comme moyen d'entraîner des changements pragmatiques, axés sur les résultats, trouveront sans doute frustrant le processus politique international et préféreront le réseautage, le développement des relations et le partage de l'apprentissage que rendent possible les RI. D'autres découvriront peut-être qu'ils se sentent parfaitement à l'aise lorsqu'ils mènent des activités de ***lobbying*** auprès des représentants du gouvernement et lorsqu'ils participent à de longues séances de négociation. Nous sommes tous différents, mais chacun trouve sa place – ce qui importe, c'est de prendre conscience de ses propres forces et intérêts et de les utiliser.

Nous avons tous entendu plusieurs fois le célèbre slogan « Penser globalement, agir localement ». Cette expression s'applique non seulement à ceux et celles qui fréquentent pour la première fois une réunion internationale, mais elle s'applique tout autant à ceux, plus aguerris, qui assistent aux négociations internationales. Si vous êtes à la recherche du juste milieu entre les négociations internationales et l'action locale, sur le terrain, vous devez savoir que vous vous retrouverez sûrement devant la nécessité de combler l'écart entre les deux. Les ***négociateurs*** internationaux doivent souvent se préoccuper de la rédaction du texte provisoire et de la politique, et oublient le sens que ceux-ci peuvent revêtir pour les gouvernements locaux, les organismes communautaires ou les citoyens en général. Par ailleurs, les travailleurs qui œuvrent au niveau local oublient parfois de mettre leurs efforts en contexte, et de les replacer dans le cadre international qui, ne l'oublions pas, ne s'est pas construit sans efforts. Les différents rôles que peuvent jouer les jeunes, dans les réunions internationales, peuvent justement servir à combler l'écart entre interventions locales et cadre international.



II. Ce qu'il faut savoir : notions élémentaires

Qu'est-ce qu'une réunion internationale ?

On assiste, depuis quelques décennies, à une augmentation du nombre de réunions internationales (RI) qui visent à doter les États d'un cadre de travail qui les aidera à trouver des solutions communes aux dilemmes et aux problèmes mondiaux. Le grand nombre de ces rencontres soulève par contre des questions fort complexes.

Parmi tous les résultats obtenus à l'issue de ces réunions, combien d'entre eux seront « adoptés » par des personnes ou des organisations et se traduiront par des mesures utiles « sur le terrain » ?

Quelle est l'efficacité des RI et des solutions qu'elles préconisent en ce qui a trait à la concrétisation des résultats attendus, en particulier à l'échelle locale et nationale ?

Les progrès sur le plan de la paix, de l'égalité, du désarmement, du développement durable, des droits de la personne et de la justice économique mondiale passent-il nécessairement par les RI ?

Même s'il n'existe aucune réponse simple à ces questions, la réalité nous démontre que l'arène internationale dans sa forme actuelle oblige à un dialogue entre les différents acteurs et que les RI constituent le lieu où se tiendra ce dialogue. Parallèlement, on s'interroge de plus en plus sur l'efficacité des réunions de grande envergure.

Les RI visent à : 1) conclure des accords qui cerneront les moyens de résoudre des problèmes précis ou se pencheront sur des dossiers d'ordre mondial particuliers; ou 2) examiner les progrès accomplis depuis la tenue d'une réunion antérieure. Par exemple, les réunions internationales les plus importantes prévoient généralement une rencontre de suivi, 5 et 10 ans plus tard; le plus souvent, la réunion de suivi portera le nom de la ville qui a accueilli la rencontre initiale; que l'on pense à Rio+10 ou à Le Caire+5. Les accords conclus au terme de ces réunions internationales sont le résultat d'efforts considérables déployés par les États participants et les individus, visant à améliorer le monde dans lequel nous vivons. De tels accords font appel à divers instruments juridiques internationaux (***conventions, traités*** et ***protocoles***) – qui prescrivent aux pays des mesures précises – des ***programmes d'action*** – qui établissent les principes directeurs, les objectifs et les mécanismes à adopter pour réaliser les objectifs définis au cours de la RI –, ainsi que des ***déclarations politiques*** et des prises de position – qui ne constituent pas une obligation en tant que telle, mais plutôt des ***normes*** et des modèles devant guider la communauté internationale.

Certaines RI n'ont pas pour objectif de parvenir à un accord officiel, mais sont organisées dans le but de faciliter la discussion et le partage d'information entre les pays et entre divers groupes d'intérêts, qui peuvent provenir d'un même pays ou regrouper plusieurs pays. Ce processus d'échange d'information fait aussi partie des réunions internationales dont l'objectif est de conclure des accords internationaux.

Bien que tous les pays soient préoccupés par les mêmes problèmes planétaires, il reste que, bien souvent, ceux-ci n'envisagent pas les mêmes solutions.

Bien que tous les pays soient préoccupés par les mêmes problèmes planétaires, il reste que, bien souvent, ceux-ci n'envisagent pas les mêmes solutions. Chaque pays a ses propres intérêts et préoccupations face à sa population, à son environnement et à son économie (et cherche souvent à appuyer les intérêts de ses alliés). Dans le même ordre d'idées, il peut arriver que, dans chacun des pays, divers groupes, par exemple, les jeunes ou les peuples autochtones, défendent des préoccupations bien précises et qui leur sont propres. C'est pourquoi l'obtention d'un ***consensus*** au sujet de la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux ressemble bien souvent à tenter d'assembler un casse-tête qui compte trop de morceaux ! Les enjeux en négociation sont souvent extrêmement complexes et les séances de négociation sont longues et exténuantes.

Qui y participe ?

États et observateurs

Selon le droit international, seuls les États indépendants reconnus par les Nations Unies, et également comme ***États membres*** de l'ONU, peuvent négocier un traité international ou ***multilatéral*** et voter son adoption ou son rejet. Lors de l'entrée en vigueur d'un traité, les États qui ont accepté d'en être ***Parties*** sont les seuls à pouvoir participer à la prise de décisions sur sa mise en œuvre ou sa modification. Cependant, d'autres groupes (p. ex., mouvements de libération nationaux, organismes intergouvernementaux, institutions spécialisées; voir **http://www.un.org/Overview/missions**) peuvent prendre part aux négociations et défendre leurs idées et leurs intérêts. Ils sont considérés comme des ***observateurs*** et n'ont donc pas le droit de vote, pas plus qu'ils ne sont habilités à s'opposer à un consensus (voir « Les sessions formelles et informelles », page 8).

ENCADRÉ 1. Les raisons de participer aux réunions internationales

Les États membres ne participent pas aux RI pour les mêmes raisons. Certains pays se présentent aux RI avec des priorités et des motivations divergentes. En voici quelques exemples.



Autres participants

En plus des États membres et des observateurs, de nombreux autres organismes participent aux RI et contribuent au processus de négociation. Quoiqu'ils ne puissent ni voter, ni s'opposer à un consensus, certains organismes des Nations Unies, ainsi qu'une grande diversité d'acteurs non étatiques, que l'on désigne généralement sous le terme de « ***société civile*** », exercent une influence de plus en plus considérable sur le processus de négociation.

Les principaux organismes des Nations Unies

Les Nations Unies constituent en fait une famille d'organismes. C'est pour cette raison que nous entendons souvent parler du Système des Nations Unies. Les Nations Unies sont composées d'un Secrétariat, des programmes et des fonds de l'ONU, de conseils et de commissions, ainsi que d'institutions spécialisées. Ces organismes prennent part aux discussions et au suivi des réunions (voir la section « Lectures recommandées » pour en apprendre davantage sur la structure des Nations Unies, page 54). Certains organismes des Nations Unies participent aux RI à titre d'observateurs (voir ci-dessus), mais plusieurs d'entre eux travaillent en partenariat avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG). Les RI donnent donc aux partenaires une occasion unique de se rencontrer et de réseauter avec des représentants des Nations Unies.

La société civile

Les acteurs de la société civile sont de plus en plus présents et actifs aux RI. Pour les besoins du présent guide, nous désignons généralement, par le terme « société civile », tout acteur ou institution qui gravite hors de la sphère gouvernementale. Selon la nature de la réunion et des questions qui figurent à l'ordre du jour, les membres de la société civile concernés pourront provenir du milieu universitaire et de la recherche, de l'entreprise et de l'industrie, des groupes de femmes, ou être constitués de représentants des populations autochtones, des gouvernements locaux, des jeunes et, comme cela est presque toujours le cas, des ONG et des médias. D'ailleurs, au cours du Sommet de la Terre de 1992, certains groupes de la société civile ont acquis le statut de ***groupe principal,*** ce qui confirmait officiellement la nécessité d'intégrer ses membres à la ***conférence***.

De façon générale, les acteurs de la société civile doivent avoir la permission d'assister à une RI, qu'ils obtiennent par le biais d'un mécanisme d'***accréditation***. Il est possible que chaque réunion prévoit son propre mécanisme (déterminé généralement par un secrétariat) ou que l'admission à une réunion précise soit réservée uniquement aux ONG qui jouissent d'un ***statut consultatif*** permanent avec le Conseil économique et social (***ECOSOC***).

Les ONG jouent un rôle crucial dans le processus des RI car on considère qu'elles jouissent d'un appui généralisé et qu'elles sont aptes à susciter l'engagement et à assurer la mobilisation et l'information du public.

Les ONG locales, nationales et internationales ne forment qu'un secteur de la catégorie plus vaste de la société civile; mais on croit souvent à tort qu'elles représentent l'ensemble de la société

civile. Elles jouent un rôle crucial dans le processus des RI car on considère qu'elles jouissent d'un appui généralisé et qu'elles sont aptes à susciter l'engagement et à assurer la mobilisation et l'information du public. Les ONG assument par ailleurs divers rôles dans le cadre des RI.

Les ONG influencent directement et indirectement les processus de négociation. Les ONG forment souvent des coalitions et contribuent aux réunions en publiant des déclarations, de même que des énoncés de principe. Il arrive aussi que certaines grandes ONG internationales, comme Greenpeace ou Amnistie internationale, arrivent avec leur propre équipe d'experts et exercent des pressions directes auprès des représentants du gouvernement, et ce, de manière indépendante. D'autres ONG publient des rapports objectifs tout au long la période de négociations. Par exemple, une ONG appelée l'Institut international du développement durable publie le *Bulletin des négociations de la Terre*, un service de compte rendu quotidien qui fait état des négociations touchant le développement et l'environnement.

En outre, les ONG prodiguent souvent des conseils et offrent leur appui aux délégués nationaux; elles effectuent aussi des activités de pression. Parmi les outils indirects utilisés par les ONG, figurent la sensibilisation du public à des enjeux particuliers, la promotion de la couverture médiatique sur les enjeux ainsi que les activités de lobbying auprès d'un ou de plusieurs gouvernements.

« Pour les jeunes, les réunions internationales peuvent être extrêmement impressionnantes et intimidantes. C'est particulièrement vrai pour les jeunes Autochtones qui sont plongés dans un environnement étranger à leur réalité, dont la structure est à l'image des pratiques et des façons de faire occidentales. »

(Lynn Katsitsaronkwas Jacobs, Canada, Turtle Island)

D'autres acteurs de la société civile jouent des rôles bien précis dans leur propre domaine d'intervention. Par exemple, les représentants des médias influencent grandement la façon dont une réunion sera présentée, tant aux auditoires nationaux qu'internationaux. Les représentants des peuples autochtones s'efforcent de faire en sorte que leurs intérêts et leurs besoins soient pris en compte pendant les négociations.

Le rôle des jeunes

La participation des jeunes aux RI prend de multiples formes. Les jeunes peuvent agir comme membres d'une ***délégation*** gouvernementale (dans certains cas, il faudra d'intenses efforts de lobbying pour inclure les jeunes à ces délégations) ou encore, participer à titre de représentants de la société civile.

Et souvent, ces différences sont plus marquées que notre point commun qu'est celui d'être jeune.

En qualité de représentants de la société civile, la participation peut prendre elle aussi plusieurs formes. Les jeunes peuvent assister aux réunions comme représentants des médias (qu'ils y soient ou non pour rendre compte des questions qui touchent les jeunes). Ils peuvent également représenter des organisations nationales ou internationales qui servent la jeunesse, ou bien participer à titre de membres de groupes qui ne représentent pas les jeunes. Dans tous les domaines, la présence des jeunes aux RI s'accroît.

Comme jeunes, nous représentons une portion importante (et croissante) de la population mondiale et nous proposons divers points de vue sur autant de questions. C'est nous qui vivrons les conséquences à long terme des décisions et des mesures qui sont prises aujourd'hui.

Inutile de le dire, les jeunes ne partagent pas tous les mêmes points de vue. Les jeunes se présentent aux réunions internationales avec des intérêts, des buts, une histoire et des expériences extrêmement variés. Et souvent, ces différences sont plus marquées que notre point commun qu'est celui d'être jeune.

ENCADRÉ 2. Mais qui sont les « jeunes » ?

Les Nations Unies définissent la jeunesse comme un groupe d'individus entre 15 et 24 ans. Le terme a été défini par l'***Assemblée générale des Nations Unies*** dans le contexte de l'Année internationale de la jeunesse en 1985. À l'extérieur des Nations Unies, la définition de la jeunesse diffère selon les régions et les institutions. Ainsi, l'Union européenne considère les individus comme jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans, tandis qu'en Indonésie, on est « jeunes » jusqu'à l'âge de 40 ans.

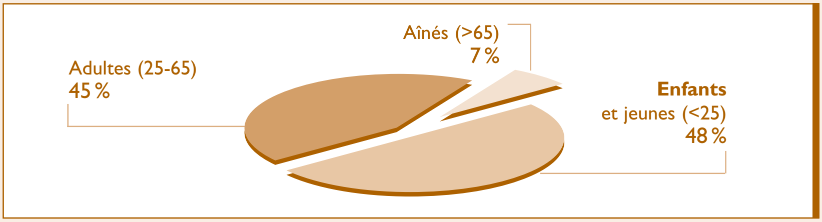
Combien de jeunes y a t'il ? Selon la définition des Nations Unies, il se trouve aujourd'hui approximativement un milliard de jeunes répartis partout dans le monde. En d'autres mots, nous composons le sixième de la population mondiale ! Si nous tenons compte de toutes les personnes âgées de moins de 25 ans, nous comptons près de la moitié (48 %) de la population mondiale.

La participation des jeunes aux RI est-elle représentative de l'ensemble des jeunes dans le monde ? Malheureusement, non. Dans les faits, selon les régions, les secteurs et le sexe, les jeunes ont une meilleure accessibilité au processus des RI. Quelques facteurs fondamentaux viennent expliquer et biaiser les statistiques démographiques sur la participation des jeunes aux RI. En voici quelques-uns :

La distribution mondiale de la jeunesse. Près de 85 % de la jeunesse mondiale vit dans les pays en développement. Malgré cela, ce sont les jeunes des pays développés qui sont susceptibles d'avoir plus d'occasions de participer au processus et un meilleur accès aux ressources leur permettant de participer aux RI. Ainsi, la plus grande part des jeunes qui participent à une RI type proviennent des pays développés.

Le sexe. La population de jeunes dans le monde s'élève à quelque 525 millions de jeunes hommes et de jeunes femmes ou à 1,05 jeune homme pour chaque jeune femme. Toutefois, dans plusieurs pays, la nature des rapports hommes-femmes et des droits de la personne limite l'accès des jeunes femmes aux possibilités de participer aux RI.

L'alphabétisation. Même si nulle part on n'exige des participants qu'ils sachent lire et écrire, on tient pour acquis que les participants des RI le savent. Dans les pays qui connaissent des faibles taux d'alphabétisation, où les programmes d'alphabétisation ne sont pas accessibles aux jeunes, hommes et femmes, ou encore, dans les régions où l'anglais (la langue d'usage prédominante au cours des processus des RI) n'est enseigné qu'au niveau des études supérieures et spécialisées, la participation des jeunes aux RI sera sous-représentée de façon très marquée.



Distribution de la population mondiale par groupes d'âge (Population Reference Bureau, 2000)

Les sessions formelles et informelles

Les RI comportent des sessions de négociation formelles et informelles. Les sessions formelles sont habituellement régies par les ***règles de procédure*** du régime de négociation particulier, sont transparentes (ce qui signifie que l'information qui circule au cours de ces sessions est mise à la disposition de tous les participants) et presque toujours accessibles à toutes les Parties et aux observateurs. Pendant les réunions de l'ONU, des services de traduction des documents et d'interprétation sont la plupart du temps offerts dans toutes les langues officielles des Nations Unies (arabe, anglais, chinois, français, russe et espagnol).

Les sessions formelles prévoient une ***séance plénière***. En règle générale, la séance plénière se déroule dans une grande salle de réunion; c'est là que les déclarations sont formulées et mises au point et que les décisions officielles sont prises. Par exemple, une fois que les négociations portant sur un texte particulier (tel que la déclaration politique d'un programme d'action) sont achevées, et après avoir été débattues dans différentes sessions, le texte est amené en séance plénière pour être officiellement adopté. C'est, en quelque sorte, l'approbation automatique du document. Les discours d'ouverture et autres déclarations des gouvernements se dérouleront pendant la séance plénière; il est également permis aux groupes de la société civile d'y lire leurs déclarations (généralement après en avoir fait la demande auprès du ***secrétariat de la conférence***).

Les sessions informelles, les groupes de contact ou les groupes de travail s'avèrent souvent nécessaires lorsqu'il faut passer au travers d'ordres du jour très chargés ou lorsque les négociations officielles sont au point mort et qu'il est impossible de les mener à bien. Un petit groupe de négociateurs clés (y compris des experts et des hauts fonctionnaires provenant des délégations gouvernementales) tenteront ensuite d'arriver à un consensus ou à un accord sur une ou plusieurs questions précises. Ces sessions informelles se tiennent normalement dans une seule langue (habituellement en anglais), sont souvent réservées uniquement aux négociateurs, et se déroulent le plus souvent en même temps que plusieurs autres sessions informelles. Il est difficile de savoir quand et où les sessions informelles ont lieu, qui y participe, et aucun compte rendu officiel de ces sessions n'est conservé. Il est difficile pour les petites délégations (envoyées souvent par des pays en développement) de participer efficacement aux sessions informelles.

Dans les faits, c'est au cours des sessions informelles que se prennent les vraies décisions. Ces rencontres peuvent se tenir dans une petite salle de négociation, qui n'abrite que quelques chaises et quelques tables, dans un couloir qui ne peut accommoder que quatre ou cinq personnes, ou même dans un restaurant pendant un repas. Dans le débat sur le changement climatique, par exemple, la plupart des négociations ont eu lieu pendant des sessions informelles qui ont influencé grandement le processus de négociation.

Le processus préparatoire

Tandis que toute l'agitation et toute l'attention médiatique entourant une réunion internationale se concentrent normalement sur les dates et le lieu de la réunion principale, les nouveaux venus seront sans doute surpris de découvrir qu'une part considérable du travail se fait le plus souvent avant l'événement. Au niveau international, ce

Collaboration spéciale

« Prendre d'assaut » les Institutions financières internationales
Pamela Foster, Halifax Initiative, Canada

La Banque mondiale et le Fond monétaire international (FMI) sont deux institutions spécialisées, indépendantes du système des Nations Unies, que l'on désigne généralement sous le nom d'Institutions financières internationales (IFI). Les organisations de la société civile peuvent, de diverses façons, participer aux activités des IFI; elles peuvent notamment prendre part aux consultations touchant les projets et les politiques mis en œuvre dans les pays qui empruntent de l'argent aux IFI. Les organisations de la société civile peuvent également mener des consultations sur les politiques mises en œuvre dans les pays « donateurs » – les pays qui prêtent de l'argent. De plus en plus, les IFI organisent des consultations sur Internet. Par exemple, la Banque mondiale peut exiger, dans le pays touché par un projet précis, la tenue de consultations sur l'impact environnemental et social du projet en question; une étude d'impact pourra également être commentée au moyen du Web.

Pour avoir participé, à différents degrés, aux consultations des IFI aux côtés d'autres organisations de la société civile (OSC), je peux affirmer que c'est une expérience qui, plus souvent qu'autrement, s'avère frustrante. Il semble que le fait de participer à ces dialogues ne se traduise pas nécessairement par des changements dans les activités des IFI. Un nombre croissant d'OSC se demandent si les IFI ne se servent pas uniquement de ces consultations pour gérer les critiques, plutôt que pour résoudre les problèmes qu'elles soulèvent.

C'est pourquoi, avant d'envisager d'engager le dialogue avec les IFI, il est important d'examiner, sous un angle critique, les questions suivantes :

***Qui sont les participants ?** Quels sont les groupes de la société civile invités à la consultation ? S'agit-il uniquement d'ONG chargées de la prestation de services et associées à la Banque mondiale pour la conduite des projets ? Les IFI ont-elles invité des ONG qui posent un regard critique sur les enjeux ? Les groupes de la société civile provenant des pays en développement sont-ils bien représentés ?*

***Quel est l'objet de la consultation ?** À quelle étape de l'élaboration du projet/programme/politique, les IFI ont-elle convoqué une consultation ? Les fondements même du projet/programme/politique sont-ils à l'ordre du jour de la discussion, ou compte-t-on se pencher simplement sur des détails accessoires ? Les IFI s'engagent-elles à donner suite aux suggestions des participants en revoyant l'avant-projet et en répondant aux commentaires exprimés ?*

***Comment doit se dérouler la consultation ?** L'organisation/programme de la consultation laisse-t-elle de la place au dialogue ? Les documents principaux sont-ils accessibles au public et disponibles de façon opportune ? La répartition du temps réservé aux IFI et à la société civile est-elle juste ou inégale ?*

En outre, à l'occasion de leurs assemblées annuelles, qui se tiennent généralement à Washington (D.C.), les IFI invitent la société civile à des séances de dialogues sur une grande variété de sujets. Ces séances de dialogues sont semblables aux réunions de l'ONU, en ce sens que les ONG qui prennent part aux discussions doivent obtenir au préalable leur accréditation. Les critères qui motivent les IFI à accorder ou à refuser l'accréditation d'une ONG ne sont pas clairs; mais il demeure que la plupart de celles qui en font la demande

reçoivent l'accréditation. Ces réunions sont l'occasion de recueillir de l'information et d'échanger avec les dirigeants des IFI; une période de questions avec les présidents des organisations est également prévue. Il est important que les représentants de la société civile se rencontrent avant la tenue de ces réunions afin de s'assurer que le temps consacré à l'échange d'information est employé de manière efficace, car c'est l'échange d'information, et non pas les pressions politiques, qui est, le plus souvent, le résultat principal des consultations organisées par les IFI.

travail s'accomplit dans le cadre de réunions organisées par le Comité préparatoire de la conférence organisée par les Nations Unies, connues aussi sous le nom de ***PrepCom***. Ainsi, pendant une période de deux à trois ans avant la réunion principale, plusieurs réunions du PrepCom auront lieu. C'est au cours de ces réunions que les États membres préparent l'ordre du jour, rédigent et négocient le contenu de la plupart des documents regroupant la majorité des résultats attendus à l'issue de la rencontre. Au niveau national, plusieurs mois avant la réunion, débutent des consultations auprès des citoyens et des groupes d'intérêts (s'il y en a) et le gouvernement élabore et fait connaître ses positions. En d'autres mots, lorsque l'on donne le coup d'envoi de la réunion, la plupart des discussions et des débats ont déjà eu lieu.

« 'Équilibre régional' et 'équilibre Nord-Sud' ne sont pas synonymes; pour atteindre un réel équilibre régional, il faut s'assurer que le Nord ne détient pas plus du cinquième de l'influence. »

(Leif Holmburg, Suède)

C'est pour cette raison que la participation au processus préparatoire d'une réunion internationale, tant sur le plan national qu'international, est essentielle pour influencer véritablement l'issue de la rencontre. Par ailleurs, toutes les suggestions que nous vous proposons ici s'appliquent aussi aux réunions préparatoires. Vous pouvez participer au processus en assistant à l'une ou à plusieurs réunions du PrepCom, à titre de membre de la société civile ou d'une délégation officielle. Vous pouvez aussi suivre rigoureusement le processus, tout en restant chez vous, en consultant les comptes rendus quotidiens des négociations, s'il vous est possible d'accéder régulièrement à Internet.

La participation au processus préparatoire d'une réunion internationale, tant sur le plan national qu'international, est essentielle pour influencer véritablement l'issue de la rencontre.

Puisqu'il est normal de s'attendre à ce que de plus en plus de jeunes soient présents à la réunion principale, il faudra aussi prévoir une plus grande participation des jeunes au processus préparatoire. Les PrepCom sont également l'occasion de créer des alliances et de former des coalitions avec les autres acteurs concernés, pendant les étapes les plus critiques du processus.

III. La jeunesse en action !
Comment être efficace aux réunions internationales

Qu'entend-on nous par être « efficace » à une réunion internationale ? Cela peut vouloir dire « se fixer des objectifs et les réaliser ». Cela peut s'appliquer à la façon dont vous soutenez d'autres participants pendant la réunion proprement dite. Ou encore, cela peut signifier comprendre, parmi les résultats de la réunion, ceux qui vous concernent, de telle sorte que vous serez en mesure de les transmettrent, de retour dans votre pays. Ainsi, être efficace à une réunion internationale revêt plusieurs significations, selon les personnes, mais tous les participants doivent convenir d'une chose bien réelle : la tâche sera difficile, avant, pendant et après la réunion. Sans oublier qu'il est plus facile d'abattre la besogne en groupe – ne vous y aventurez pas seul.

La présente partie du guide, « le mode d'emploi », est présentée de manière séquentielle : avant, pendant et après la réunion. Mais la plupart des suggestions figurant ci-dessous s'appliquent à toutes les phases du processus. Lorsque vous passerez d'une étape à l'autre, remémorez-vous les suggestions déjà mentionnées – elles pourraient être encore pertinentes.

En revanche, ne vous laissez pas abattre par nos suggestions ! Elles sont bien trop nombreuses pour être suivies par une seule personne. Faites ce que vous pouvez faire, et ce que vous devez faire, pour atteindre vos objectifs, peu importe lesquels : que vous aspiriez à en apprendre le plus possible sur le processus et les enjeux (par exemple, dans le but d'améliorer votre stratégie de participation pour la réunion suivante) ou que vous comptiez faire inscrire des modifications précises au document, ces suggestions pourront vous aider à atteindre votre but.

« J'aurais bien aimé savoir, avant de venir, combien mon rôle ici serait effacé, mais important. »

(Søren Meinert, Danemark)

Quelques « règles d'or » à observer

Voici quelques conseils tout simples, qui rehausseront de beaucoup votre expérience à une RI; ceux-ci s'appliquent à toutes les étapes de l'aventure. Vu leur importance, nous les nommons « les règles d'or ». Ne manquez pas d'en tenir compte !

Tirez avantage de votre jeunesse

Certaines portes vous seront grande ouvertes tout simplement parce que vous êtes jeune. Parce que les jeunes font partie du groupe principal dans certains processus internationaux (par exemple, la Commission du développement durable des

Nations Unies), ils ont un certain droit de parole. Il arrivera fréquemment que les décideurs et les négociateurs vous demanderont votre avis car vous proposerez des points de vue à la fois différents et intéressants sur les questions qu'ils examinent. Et très probablement, ils trouveront que les consultations auprès des jeunes sont stimulantes. Enfin, on associe souvent la nouveauté à la jeunesse : vous constaterez sans doute que vous avez la liberté de dire certaines choses que les décideurs, pour leur part, ne peuvent pas dire.

Trouvez un mentor

Tentez de repérer les participants chevronnés aux conférences internationales. Ils ne se trouvent pas nécessairement à la tête d'une délégation mais ils se démarquent souvent par leur très grande aisance et leur assurance dans un tel environnement. Ils prennent la parole à des moments critiques et offrent souvent des perspectives et des réflexions uniques sur le processus et le contenu des réunions. Vous pouvez vous présenter comme un nouveau venu qui cherche un mentor, mais votre mentor se manifestera peut-être spontanément. Ces personnes vous aideront à aborder la courbe d'apprentissage prononcée que vous traverserez pendant les RI, de façon productive et dans le plus grand calme. Mis à part les avantages d'avoir un mentor, veillez à garder un esprit critique et à remettre en question les points de vue et les opinions qu'il exprime, si vous n'êtes pas d'accord avec ce qu'il dit.

Soyez patients et apprenez différents styles de travail

Travailler avec un si grand nombre de personnes peut être une expérience stimulante mais aussi difficile. Les réunions internationales vous donnent l'occasion de travailler en compagnie de personnes de tous les âges, qui proviennent de différents groupes linguistiques, de plusieurs régions du monde, de cultures variées – et la liste pourrait s'allonger. Dans certaines cultures, on utilisera différentes façons de communiquer et de travailler. Comme cela se produit dans tout environnement social diversifié, des différences aussi marquées peuvent être enrichissantes, mais aussi très frustrantes. Le premier pas à poser pour se sentir plus à l'aise et efficace dans un tel environnement consiste à reconnaître que les différences sont bel et bien réelles et à vous identifier comme faisant partie du vaste spectre de la diversité, qui se définit notamment, par votre appartenance à un groupe d'âge, à une langue, à une région, etc. Demandez-vous d'où vous venez : quelle est votre culture et quelles sont les limites qui lui sont propres ? Êtes-vous privilégié et de quelle façon ? Tâchez de faire fi des frustrations en

Demandez-vous d'où vous venez : quelle est votre culture et quelles sont les limites qui lui sont propres ?

ne perdant pas de vue toutes les précieuses leçons que vous pouvez tirer de cette expérience et en les appréciant à leur juste valeur. Il est fort probable que les personnes avec lesquelles vous travaillez trouvent elles aussi que vous avez un style différent et aient du mal à composer avec celui-ci. Travailler dans le cadre des réunions internationales, traiter avec condescendance exige une endurance et une patience à toute épreuve.

Soyez prêts à vous faire traiter avec condescendance !

Même si, à certains moments, le fait d'être jeune s'avère utile, il est bien possible que dans certaines situations, vous fassiez l'objet de discrimination en raison de votre âge. La plupart du temps, le terme « âgisme » désigne la discrimination à l'égard des personnes âgées. Mais dans ce cas-ci, ce terme fait plutôt référence au refus de la légitimité des perspectives ou de la présence des jeunes, uniquement en raison de leur âge. Il est à prévoir qu'on vous traite avec condescendance, mais il existe des façons efficaces de réagir à ces attitudes. Dans de telles situations, gardez toujours votre calme et restez poli mais ne vous empêchez surtout pas de vous défendre et de défendre vos idées.

Autres conseils :

- ✓ Gardez la forme et faites le plein d'énergie. Beaucoup de sommeil ne vous fera aucun tort !
- ✓ Ne vous sentez pas impuissant si vous avez des difficultés à comprendre la langue. Il existe plusieurs façons de communiquer qui garantissent à chacun la possibilité de se faire entendre.
- ✓ Ayez confiance en vous. Dites-vous qu'il est tout à fait normal de commettre des erreurs.
- ✓ Abordez les autres délégués comme vous souhaiteriez qu'ils vous abordent – de façon courtoise et respectueuse.
- ✓ Ne manquez aucune occasion d'écouter et d'observer. Soyez ouvert à tout point de vue différent du vôtre.
- ✓ N'ayez pas peur de vous présenter aux autres délégués et de poser des questions si vous avez besoin de clarifications. Rappelez-vous : les participants aguerris sont en général plus que ravis de fournir des explications aux nouveaux venus, tant sur le jargon ou que sur les procédures.

✓ Enfin, efforcez-vous de participer aux activités sociales – officielles et informelles. Apprendre à connaître les autres participants dans le cadre d'une activité sociale peut être amusant; c'est aussi une occasion de se détendre, car à certains moments, vous en aurez grandement besoin.

ENCADRÉ 3. Les difficultés que doivent surmonter les jeunes aux réunions internationales

- *Difficulté à obtenir l'accréditation.* Il peut arriver que les jeunes aient beaucoup de mal à obtenir l'accréditation leur permettant d'assister à une RI, en particulier parce que les jeunes ne sont pas, en règle générale, affiliés à une organisation.

- *Accès inégal à l'information.* Par exemple, au sein d'une délégation officielle, les représentants jeunesse constatent parfois qu'ils reçoivent moins d'information que les autres délégués ou encore, qu'ils sont exclus des « discussions sérieuses ». Pour les jeunes moins bien nantis, cette inégalité peut se traduire par des problèmes de disponibilité de l'information dans leur propre pays, d'accès à la technologie telle qu'Internet, et à l'information, pendant la réunion proprement dite.

- *Pouvoir inégal entre les délégations /au sein des délégations.* Selon le pays d'origine, la forme que prennent les relations de pouvoir au sein du gouvernement peut donner aux jeunes l'impression qu'ils ont peu de pouvoir lorsqu'ils veulent exercer une influence sur leur délégation (voir l'encadré 4, page 24). Les délégations des pays en développement sont à la fois plus petites et moins nombreuses, et exercent relativement moins d'influence, que les délégations qui proviennent des pays développés.

- *Langue.* Les jeunes qui proviennent de pays non anglophones sont de beaucoup désavantagés lorsqu'ils assistent à des réunions dont la langue de communication principale est l'anglais. En plus des documents et des négociations officielles, la majeure partie du jargon non officiel des Nations Unies est également en anglais; en outre, plusieurs réunions de jeunes se tiennent en anglais, sans service de traduction. Cela complique encore davantage le « déchiffrage » du processus. Ainsi, si la majorité des participants aux réunions sont d'expression anglaise, les jeunes non anglophones peuvent se sentir marginalisés.

- *Discrimination.* Il arrive parfois que les jeunes se sentent tenus responsables des gestes posés dans le passé par leur pays et de la politique étrangère de leur pays (ou de leur région), plutôt que d'être reconnus pour leurs propres convictions. Il est possible que les jeunes fassent l'objet de discrimination (fondée sur le sexe, la langue, la race, l'appartenance politique, la religion) de la part d'autres délégués et participants.

- *La question de la représentation.* Qui, en réalité, représentez-vous à une RI ? Cette question ne fait pas l'unanimité. Plusieurs affirment qu'il est impossible de représenter une catégorie de personnes aussi diversifiée que « la jeunesse ». Plusieurs autres facteurs entrent aussi en jeu : votre pays ou votre origine, l'organisation à laquelle vous appartenez, ainsi que votre groupe d'âge.
- *Préparation inégale.* Les jeunes (et les délégations) qui disposent de peu de ressources peuvent éprouver des difficultés à participer (en personne) au processus préparatoire d'une réunion; ils peuvent avoir l'impression d'être moins bien préparés ou d'être exclus, lorsqu'ils se présentent à la réunion principale.
- *Déplacements.* Les participants qui sont originaires d'un pays en développement peuvent rencontrer des obstacles lorsqu'ils tentent d'obtenir un visa de séjour dans le pays hôte de la réunion. Dans les faits, il est bien possible que plusieurs participants éventuels n'obtiennent pas à temps le droit d'entrer dans le pays organisateur.
- *Situations désagréables.* Les jeunes moins bien nantis peuvent avoir du mal à tirer profit des occasions de réseautage qui se déroulent autour de repas (coûteux) ou d'activités qui entraînent des coûts imprévus.

Avant votre départ

Votre efficacité à une réunion internationale dépend grandement de ce que vous ferez et de l'énergie que vous déploierez avant la réunion. Si vous assistez à un ***Sommet***, ou même à un PrepCom, il est plus que probable qu'une bonne partie du travail ait déjà été accompli et que vous ayez fort à faire pour tout comprendre ce qui s'y passe. N'oubliez pas : vous ne faites pas cavalier seul ! Trouvez d'autres personnes et d'autres organisations qui se rendent elles aussi à la réunion et travaillez avec elles.

C'est aussi avant votre départ que vous tenterez d'assurer aux jeunes une présence forte à la réunion. Pensez à communiquer avec les organisateurs de la conférence (le plus souvent, le secrétariat de la conférence) et exercez des pressions pour que ceux-ci intègrent des opportunités de participation pour les jeunes dans le cadre même de la structure officielle de la réunion. Cela pourrait consister en l'organisation d'une table ronde entre les jeunes et les gouvernements ou encore, à trouver de nouvelles façons de faire place aux jeunes, lors de la séance plénière. Adressez-vous à votre gouvernement et suggérez-lui d'accueillir un représentant jeunesse au sein de sa délégation. Plusieurs gouvernements ne pensent pas à cela, sauf lorsque la réunion porte précisément sur les jeunes ou les enfants.

Lectures

Nous n'insisterons jamais assez sur l'importance de vos lectures. Informez-vous de l'évolution des documents : où en sommes-nous, quelles étapes les documents ont-ils franchies, qui exerce des pressions et pour quel motif ? Sachez reconnaître l'intention initiale ayant motivé la tenue d'une réunion : veut-on aborder pour la première fois un sujet précis, mettre en commun l'information ou examiner des accords antérieurs et miser sur ceux-ci ? Lisez le plus possible sur le pays hôte. Le pays organisateur a de l'influence sur le déroulement de la réunion et sur la façon dont sont planifiés et organisés les ***événements parallèles***. Essayez de savoir où en est le pays hôte par rapport aux préparatifs de la réunion et sachez reconnaître les intérêts de ce dernier quant aux questions abordées et/ou à la réunion.

Alors, que devez-vous lire ? Voici cinq suggestions de lecture que nous estimons les plus utiles :

1. *Les documents préliminaires*. Familiarisez-vous avec les documents préliminaires qui sont produits à l'issue des PrepCom, car ils constituent la base des négociations qui suivront. Notez les questions litigieuses qu'ils renferment; ces questions ne seront pas nécessairement apparentes à la simple lecture des textes publiés par le gouvernement ou par l'ONU. Pour vous aider à mieux comprendre les enjeux, consultez les médias ou l'opinion d'observateurs indépendants (par ex., les ONG, les « analystes »). Si vous assistez à une rencontre de suivi, consultez les documents issus de la première rencontre. (On trouve habituellement ces documents sur le site Web de la conférence).

2. *Prises de position exprimées par la société civile*. Consultez les points de vue exprimés par divers groupes nationaux et internationaux représentant la société civile, afin de voir s'ils diffèrent – et en quoi ils diffèrent – de ceux exprimés par les gouvernements et/ou de votre propre position. Vous devriez également vous informer des opinions des organisations et des médias qui se trouvent dans le pays hôte de la réunion.

3. *Le jargon*. Apprenez le jargon (voir Annexes, page 56 et 62) et le vocabulaire technique se rattachant aux questions en jeu. Familiarisez-vous avec les nombreux détails qui se greffent au processus officiel pendant les négociations de l'ONU. Assistez à une simulation des Nations Unies (SimONU) ou consultez les ressources se rattachant aux SimONU : ce pourrait être des moyens efficaces d'approfondir votre compréhension du système des Nations Unies (voir les sites Web **http://www.un.org/cyberschoolbus/modelun/** ou le guide d'information produit par l'ACNU sur les simulations de l'ONU **http://www.unac.org/mun**).

Témoignages des jeunes

Les jeunes Autochtones aux réunions internationales
Par Lynn Katsitsaronkwas Jacobs
Territoire mohawk de Kahnawake, Canada, Turtle Island

Selon nos enseignements traditionnels, nous remercions chaque jour tous les éléments naturels qui assurent notre subsistance et contribuent à la beauté qui nous entoure. Mais cette fois, c'est à nos jeunes que je souhaite exprimer ma reconnaissance. Nous sommes la force de vie sur laquelle repose l'avenir de la santé de notre planète. C'est notre contribution d'aujourd'hui qui façonnera le monde dans lequel vivront les générations futures.

Si l'on veut assurer à nos collectivités une autosuffisance durable, il faut agir sur plusieurs plans – depuis la base jusqu'aux Nations Unies. Même si les résultats des efforts que nous déployons dans l'arène internationale ne sont pas nécessairement visibles dans l'immédiat aux yeux des membres de nos collectivités, il faut reconnaître que même les plus petites victoires que nous remportons au niveau international sont des investissements qui amorcent, lentement mais sûrement, un mouvement qui mènera à des changements positifs.

Pour les jeunes, les réunions internationales peuvent être extrêmement impressionnantes et intimidantes. C'est particulièrement vrai pour les jeunes Autochtones qui sont plongés dans un environnement étranger à leur réalité, dont la structure est à l'image des pratiques et des façons de faire occidentales. La spiritualité et les formes de dialogues, propres aux interactions qui existent entre nous et la nature, sont absentes de l'univers des Nations Unies. Même si les décisions qui y sont prises ont des répercussions importantes sur nos collectivités, il est très difficile, surtout pour nos aînés, de voir la pertinence du langage et des processus utilisés dans le cadre des réunions internationales. Il est donc essentiel que nos jeunes prennent une part active dans les processus internationaux, pour ainsi faire valoir les points de vue et les besoins qui distinguent nos collectivités et transmettre, de retour chez eux, l'information recueillie au cours de ces réunions, en la rendant pertinente aux yeux de leur peuple.

Dans le cadre des réunions internationales, un caucus autochtone réunit les frères et les soeurs Autochtones du monde entier. Travailler auprès du caucus autochtone procure un sentiment d'appartenance et un sens de la famille uniques. Il est important d'être conscient que d'autres peuples autochtones, dans différentes régions du monde, ont des priorités et des approches différentes, et qu'il peut être difficile pour eux d'avoir accès aux ressources qui leur permettraient de participer à ces réunions. Comme c'est le cas de tout caucus international, l'un des défis les plus grands consiste à arriver à un consensus en ce qui a trait aux termes à utiliser pour faire pression auprès d'autres caucus et gouvernements, tout en tenant compte des différences.

À titre de jeunes Autochtones, nous pouvons aussi faire des pressions auprès du caucus jeunesse international; en effet, les connaissances, les points de vue et les approches que partagent ses membres, face aux questions autochtones, sont extrêmement variés. Notre devoir de sensibiliser les jeunes, de façon respectueuse, au sujet des enjeux et des besoins des peuples autochtones, est essentiel si nous voulons en améliorer la compréhension, en particulier chez les membres du caucus jeunesse qui deviendront eux-mêmes, tôt ou tard, des leaders.

Un dernier conseil à vous, mes frères et mes sœurs : soyez patients et n'abandonnez pas la bataille. Ne vous laissez pas décourager par cette grosse machine que sont les Nations Unies.

Le message que vous livrez et la marque que vous laissez, dans le cadre du processus de prise de décision internationale, sont indispensables à la santé de nos collectivités. Et, point encore plus important, ne cessez pas de sensibiliser les gens aux processus internationaux, en informant vos collectivités et en ayant recours aux conseils de nos aînés, tout en vous inspirant de vos enseignements traditionnels. Skennenkowa (Que la paix vous soit avec vous).

Réponse à la lettre de Katsitsaronkwas

Send Now | Send Later | Add Attachments | Signature | Options

From: Themba Smuts

To: Katsitsaronkwas

Subject: Réponse à la lettre de Katsitsaronkwas

Attachments: none

From: Themba Smuts, Jeune de la communauté autochtone Khoi-San, Afrique du Sud
To: Katsitsaronkwas
Subject: *Cette lettre fait suite à une invitation lancée par Katsitsaronkwas, qui sollicitait des commentaires sur le Sommet; Katsitsaronkwas a travaillé aux côtés de son frère autochtone, Themba, de la communauté Khoi-San, pendant le Sommet mondial sur le développement durable de 2002.*

Bonjour Katsitsaronkwas,

Pour nous, Autochtones, le lien que nous entretenons avec la Nature fait de notre unité un processus naturel. Le SMDD fut, sans conteste, une expérience exceptionnelle à bien des niveaux. La façon de fonctionner qui est propre aux Nations Unies – les PrepCom, les réunions en caucus, les conférences principales et les événements parallèles, sans oublier la sécurité – est extrêmement intimidante, surtout pour des non-initiés tels que nous, les Khoi-San. Pour la plupart d'entre nous, ce n'est que ces dernières années, grâce au nouveau climat qui règne en Afrique du Sud, que nous avons renoué avec nos pratiques culturelles, sociales et spirituelles. Et maintenant, faire notre entrée dans l'univers des Nations Unies, c'est un peu comme se lancer dans une rivière fougueuse.

L'ONU est un organisme important. Je n'en aurais pas dit autant autrefois, mais aujourd'hui, je suis convaincu que le monde serait plus pauvre sans les Nations Unies. Grâce au SMDD, les peuples autochtones du monde entier ont pu se réunir dans cet endroit qu'on appelle le « Berceau de l'humanité ». C'est, pour ma part, ce que j'ai trouvé de plus fascinant et de plus précieux – le fait que nous, les jeunes Autochtones, ayons eu la chance de nous rejoindre et d'échanger sur une base culturelle.

En un sens, je crois que la conférence proprement dite était accessoire. La conscience que nous avons de notre humanité collective est parvenue à dépasser le cadre impersonnel, fardé de béton et de plastique, d'un événement comme celui-ci.

Pour finir, j'aimerais suggérer aux jeunes Autochtones qui assistent à de telles conférences, de ne pas nourrir un trop grand nombre d'attentes. Gardez de la place à l'improvisation car c'est ainsi que l'être humain réussit à accomplir de grandes choses. Les réunions internationales qu'organisent les Nations Unies sont certes importantes, mais elles ne sont pas le point culminant de la forme d'interaction qui est la nôtre, nous peuples autochtones. C'est une façon, parmi tant d'autres, de se rencontrer.

Amitiés,

Themba



4. *Les règles.* Apprenez les règles générales et les codes de conduite à observer pendant une RI (voir la section « Lectures recommandées », page 54). Certaines règles particulières pourront changer d'une réunion à l'autre en fonction du degré de menaces potentielles à la sécurité du pays hôte; toutefois, les codes de conduite de base restent les mêmes. Les réunions de grande envergure peuvent également devenir la scène de manifestations organisées; c'est ce qui explique parfois des mesures de sécurité accrues. Il est sage de s'informer des manifestations prévues et de décider, à la lumière de toute l'information disponible, si oui ou non vous y participerez.

5. *Documents et prises de position du gouvernement.* Concentrez-vous sur les positions officielles que mettra de l'avant votre gouvernement, avant la réunion. Il pourra s'agir des positions exprimées aux réunions du Comité préparatoire, des consultations tenues par le gouvernement avec les groupes d'intérêts, des documents de discussion et des déclarations de principe. Les documents et les rapports produits par le gouvernement sont parfois des documents publics; vous pouvez donc en faire la demande. (Adressez-vous à votre ministère des affaires étrangères, à la mission des Nations Unies de votre pays, ou naviguez sur Internet, tout en vous rappelant que ces documents ne sont parfois achevés qu'à la dernière minute.)

Établissez des priorités quant à vos objectifs et à vos besoins de lecture, sinon vous risquez d'être submergé par une telle quantité d'information ! Tentez d'acquérir une connaissance générale des principaux sujets traités, en lisant la documentation de base, les rapports sur les conférences antérieures, des articles de journaux, ainsi qu'en discutant avec des experts locaux. Servez-vous d'Internet – la majeure partie de l'information dont vous avez besoin s'y trouve. Pour finir, rien ne vous oblige à être constamment à la recherche de nouvelles lectures – vous pouvez tout aussi bien vaquer à d'autres occupations, rédiger des lettres ou parler au téléphone. Il est fréquent que les documents officiels soient difficiles à trouver ou encore, qu'ils n'aient pas été publiés. Ainsi, pour obtenir de l'information, il vous faudra sans doute trouver le bon représentant du gouvernement et vous adresser à lui directement. C'est du même coup l'occasion rêvée de rencontrer les gens avec qui vous travaillerez, pendant la RI, et de leur parler.

Formulation de votre position

Tout dépendant du rôle que vous occuperez à titre de participant à la RI, vous pourriez trouver utile de formuler – soit seul, soit en collaboration avec une

organisation – votre position par rapport aux enjeux. Les représentants de votre gouvernement, ainsi que les organisations de la société civile, se présenteront eux aussi avec des positions très claires. De plus, songez à participer, bien avant la tenue de la réunion, au processus préparatoire en cours dans votre pays et à y laisser votre marque : cela pourrait être un moyen très efficace de faire entendre vos préoccupations ou de les voir intégrées aux positions de votre gouvernement.

Voici trois façons clés de formuler vos propres positions, que vous pourrez par la suite tenter d'intégrer à celles de votre gouvernement :

a. *Les enjeux*. Déterminez le ou les enjeux que, selon vous, les jeunes devraient faire valoir et réfléchissez aux résultats souhaités. Informez-vous des points de vue exprimés par d'autres personnes (c.-à-d., des groupes jeunesse locaux et nationaux) sur les enjeux en question. Repérez les organismes de jeunes, ainsi que d'autres ONG, qui participent au processus et offrez-leur de collaborer avec eux à la rédaction d'énoncés de principes communs. D'ordinaire, les positions présentées par des groupes structurés ont beaucoup plus de poids que les prises de position que défendent des individus.

b. *Documents sur les résultats*. Pour étayer votre position, servez-vous et inspirez-vous des documents finaux (ou de paragraphes particuliers) produits au terme de réunions internationales antérieures, et, en particulier, de rencontres qui portaient précisément sur les jeunes. Ces textes ont déjà été approuvés par voie de consensus. Puisque le contenu des textes adoptés dans le passé constitue un précédent ou un plan de référence, ceux-ci vous procurent, à vous et à votre position, beaucoup de poids, de crédibilité et une influence réelle. Pour obtenir la liste complète de ces documents, consultez le site Web de l'Unité de jeunesse des Nations Unies : **http://www.un.org/esa/socdev/unyin/french/index.html**.

c. *Séances de consultation.* Participez au plus grand nombre possible de séances de consultation afin d'agir sur votre gouvernement et, nous l'espérons, de voir vos propres points de vue intégrés à la position officielle de votre gouvernement. Encouragez vos représentants d'État à tenir des consultations auprès des jeunes; si c'est impossible, faites-leur parvenir des copies de vos propres positions. Mais rappelez-vous : les gouvernements nationaux sont des entités vastes et complexes. Ne tardez pas à prendre contact avec un représentant du gouvernement, assez tôt pour vous assurer que la bonne personne recevra à temps vos suggestions.

Témoignages des jeunes

La participation aux conférences des Nations Unies : le point de vue des jeunes des pays en développement
Par Sonu Chhina, Mumbai, Inde

Pendant que vous patientez dans la file d'attente pour vous procurer votre insigne d'accréditation, il n'y a rien d'autre à faire que de sourire de satisfaction. Déjà, vous avez remporté une dure bataille en trouvant une personne qui a accepté de financer l'achat de votre billet d'avion. Toute cette aventure, qui a commencé le jour où vous avez entendu parler de la tenue d'une conférence des Nations Unies, et qui vous a amené jusqu'ici, devant cette tente où l'on distribue les insignes d'accréditation, est une odyssée très marquante pour les jeunes qui proviennent des pays en développement; et nous nous devons d'en parler. À moins de connaître des personnages influents au sein d'organisations locales qui disposent de sources de financement inépuisables provenant des pays riches, vous n'arriverez à rien si vous vous adressez à ces organisations pour obtenir votre accréditation ou encore, pour trouver de l'argent. Et il y a fort à parier que la délégation officielle de votre pays ne connaisse même pas la composition de son équipe. Le gouvernement pourra peut-être se montrer favorable à la cause des jeunes, de manière purement symbolique cependant, car, selon la composition de la délégation, il est bien possible que les jeunes délégués ne soient jamais reçus, ni entendus, pendant les négociations.

Avec l'aide précieuse d'autres jeunes activistes, peut-être pourrez-vous compter sur l'appui d'organisations et de fondations, qui proviennent de pays développés et qui partagent la cause des jeunes; celles-ci vous fourniront l'accréditation et verseront des fonds par transfert bancaire électronique. Ensuite, lorsque vous vous trouverez sur les lieux, efforcez-vous de vous jumeler à un jeune qui n'en est pas à sa première conférence. Accordez-vous des moments de pause et joignez-vous aux séances plénières, aux événements et aux groupes d'experts qui vous intéressent. Pour être efficace, il importe de ne jamais perdre de vue ses objectifs. Asseyez-vous auprès d'une personne expérimentée, qui a eu la chance d'assister aux plus récentes PrepCom, et tentez de comprendre les politiques qui font l'objet de discussions. Tentez de reconnaître, parmi les intervenants, ceux qui peuvent devenir des « alliés » et faites des amorces de réseautage pendant les pauses. Dans l'univers des Nations Unies, la cloche qui appelle au vote ne fait pas de distinction entre ce qui a été produit par des jeunes activistes des pays en développement et par ceux des pays riches. Cela revient plus ou moins même.

Par ailleurs, si vous travaillez au sein de délégations qui représentent des ONG de votre pays ou de votre région, vous pourriez avoir l'impression de marcher sur une corde raide. Tenez-vous en aux politiques et n'essayez même pas de comprendre les conflits profonds qui opposent parfois les ONG. D'un côté, les membres de ces délégations ont une expérience et une connaissance approfondies des enjeux et vous avez beaucoup à apprendre d'eux; d'un autre côté, leur vision de la jeunesse vous semblera extrêmement enrageante. Certaines cultures ont pour principe que ce sont les adultes qui prennent la parole, et que les jeunes écoutent.

À la fin de la journée, vous vous rendrez compte que votre source de motivation et d'énergie, dans le cadre des réunions des Nations Unies, dérive directement du fait de travailler avec d'autres jeunes et de formuler des stratégies avec eux. Les discussions détendues que vous aurez entre vous, le soir, pendant que les négociations se poursuivent, vous feront prendre conscience que les Nations Unies parviennent à rapprocher les confins les plus lointains de

la planète. Ailleurs, un autre jeune peut être en train de célébrer une victoire juridique gagnée par les couples homosexuels, tandis que, chez vous, vous tentez de contester l'amende de 1 2000 roupies imposée par la police de Mumbai à des couples qui affichent soi-disant un « comportement socialement inacceptable » dans un parc public. Entre ces deux situations, les différences culturelles sont énormes mais elles se rangent toutes sous la bannière des droits, du dévouement à une cause et de la participation.

Pour les jeunes activistes, l'aventure ne fait que commencer. Vous vivrez une exaltation intense en voyant que vos suggestions figurent au texte d'un document des Nations Unies. C'est là la mesure ultime de votre succès après toute cette semaine, ponctuée de nuits blanches, passée dans l'univers des Nations Unies. Et n'oubliez pas : il importe de ne pas perdre de vue ses réussites et d'y trouver la motivation de poursuivre son travail jusqu'à la prochaine réunion des Nations Unies.

Consultez le section suivante du site Web **http://www.unac.org/youth_sd/** pour un guide en ligne sur la rédaction des exposés de principe.

Réseautage

Les réseaux d'alliés et de personnes-ressources que vous aurez créés avant votre départ vous seront d'une aide précieuse lorsque vous arriverez sur les lieux de la réunion – non seulement vous seront-ils utiles dans une perspective de lobbying et de négociation, mais grâce à ces réseaux, vous retrouverez des visages connus à votre arrivée ! Les activités de réseautage concernent une grande variété d'acteurs, dont en voici quelques exemples :

Organisations participantes. Tissez des liens avec des organismes qui prendront part à la réunion, que ceux-ci s'adressent ou non aux jeunes; vous pourrez ainsi partager l'information et faire connaître vos opinions et, en bout de ligne, exercer une plus grande influence. Les pressions sur des enjeux communs que peut exercer une équipe structurée, émanant de groupes de jeunes et d'ONG de votre pays, auront sans doute beaucoup de poids auprès de votre gouvernement.

La formation d'un réseau, avant l'événement, vous permet de vous préparer au travail de groupe qui sera effectué collectivement pendant la réunion en tant que telle (par exemple, la rédaction d'une déclaration jeunesse; voir à ce sujet la section « Travailler au sein d'un caucus jeunesse international », page 32). Pour savoir si un volet jeunesse international est prévu à la réunion, tentez de communiquer avec le secrétariat de la conférence : on sera sûrement en mesure de vous informer de l'existence d'un ***caucus*** jeunesse ou d'un listserv ou de vous mettre en contact avec d'autres jeunes qui ont, eux aussi, communiqué avec le secrétariat.



Les politiciens. Avant votre départ, prévoyez des rencontres avec les parlementaires/représentants politiques afin de susciter leur intérêt. Faites-leur connaître le point de vue des jeunes et remettez-leur tout ce que vous avez sur la question (données, études ou déclarations de principe). Peut-être solliciteront-ils vos conseils dans l'avenir.

Les médias. Tentez de joindre les médias de votre pays, avant et pendant l'événement. Si un journaliste doit être dépêché pour couvrir la réunion, essayez de le rencontrer avant le départ – il sera sans doute plus facile de repérer ces journalistes (et vice versa) pendant la réunion, si vous les avez rencontrés auparavant. Ne négligez pas les moyens de communication non traditionnels car ils sont souvent intéressés à rendre compte de perspectives différentes sur les questions au programme de la réunion.

ENCADRÉ 4. Le rôle des jeunes au sein des délégations nationales officielles

Si vous avez été choisi comme représentant jeunesse au sein de la délégation officielle de votre pays, attendez-vous à être très occupé – comme si vous ne l'étiez déjà pas assez ! Le rôle et les attentes vis-à-vis d'un délégué jeunesse sont très exigeants; ils demandent une préparation supplémentaire.

Assurer la présence d'un représentant jeunesse – Pour différentes raisons, les délégations nationales ne font pas toutes appel à un représentant jeunesse; des ressources financières limitées ou l'absence de volonté politique à prendre en compte les perspectives des jeunes peuvent en être la cause. Si vous savez qu'une réunion est prévue, vous ou votre organisation pourriez vous adresser au ministère gouvernemental chargé d'organiser la participation de votre pays à cette réunion et faire pression pour qu'un représentant jeunesse fasse partie de la délégation. Vous pourriez également choisir de vous adresser au gouvernement d'un autre pays pour lui demander de l'aide financière ou travailler auprès de jeunes d'autres pays (en particulier les pays qui incluent des jeunes au sein de leur délégation). Le processus de sélection peut se faire par voie de nomination ou de demande.

Privilège et responsabilité – Comptez-vous comme privilégié lorsque vous prenez part à une RI en qualité de délégué jeunesse; il est fort probable que vous ayez été choisi parmi plusieurs autres candidats qualifiés qui auraient pu être à votre place. Il est important que vous soyez conscient du privilège qui vous est offert et de ne jamais le tenir pour acquis ni le gâcher. Le rôle qui vous est confié vous rend redevable devant les jeunes, chez vous, qui comptent sur vous pour obtenir de l'information sur le déroulement de la réunion ou sur les activités de pression que vous mènerez en leur nom dans le but de faire valoir leurs positions principales.

Vous êtes également redevable devant d'autres jeunes qui prennent part à la réunion, pour lesquels vous deviendrez une personne-ressource qui fera le point sur les négociations; et, bien entendu, vous êtes redevable devant la délégation, qui entend profiter des points de vue uniques que vous amènerez.

Le rôle de délégué – Être représentant jeunesse, cela confère un rôle particulier, non seulement dans le cadre de la RI proprement dite, mais également au sein de votre propre délégation nationale. On attendra probablement de vous que vous connaissiez tous les enjeux et les positions nationales. Dans certains cas, votre délégation laissera de la place au travail de lobbying entre ses membres; mais la plupart du temps, on s'attendra à ce que vous défendiez la position de votre pays sur toutes les questions amenées. Assurez-vous d'être bien informés de ces restrictions avant d'accepter officiellement de vous joindre à une délégation et exigez d'être mis au courant de tout ce que vous devez savoir, avant votre départ (séances d'information sur les positions de votre gouvernement, ainsi que sur tous les détails logistiques à propos de votre voyage et du financement).

Les avantages – En plus d'être entièrement financés pour assister à une RI, les délégués officiels jouissent d'un avantage important : à titre de délégué, vous avez le feu vert pour assister à plusieurs événements qui, autrement, vous auraient été interdits. Non seulement vous pourrez prendre part aux rencontres et aux négociations de votre délégation (sans assister nécessairement à chacune d'entre elles), mais vous pourrez peut-être avoir un meilleur accès à l'information réservée aux « initiés », grâce aux relations que vous nouerez avec les autres membres de la délégation ou encore, participer à des réunions qui sont interdites à quiconque, à l'exception des délégués officiels du gouvernement. Enfin, il est possible que vous ayez accès, plus facilement que les autres jeunes, aux ressources se trouvant sur les lieux, telles les ordinateurs, l'accès à Internet, les téléphones et les télécopieurs.

Les défis – Il est possible que, parce que vous êtes plus jeune et moins expérimenté que les autres membres de la délégation, vous vous sentiez marginalisé et peu à votre place pendant les réunions et les rencontres. Vous aurez également sans doute l'impression que les « préoccupations que vous défendez au nom des jeunes » se retrouvent en fait dans *tous* les enjeux à l'ordre du jour; et il sera bien sûr difficile de devenir un expert dans tous les domaines. Les jeunes ont des intérêts dans bien des sujets : vos connaissances et votre contribution à la discussion ont des répercussions sur l'importance que l'on accordera au rôle des jeunes. Qui plus est, le délégué jeunesse ne fera pas toujours partie des discussions en coulisses; c'est pourquoi votre contribution passera directement par l'établissement de contacts

personnels avec certains négociateurs. Finalement, la responsabilité qui va de pair avec votre rôle de membre d'une délégation est très lourde; et il est fort probable que vous ayez par moment le sentiment d'être totalement inefficace. Avant votre départ, fixez-vous quelques objectifs concrets; ainsi, lorsque vous passerez par des moments d'exaspération, vous pourrez vous reporter à ce que vous *avez* été en mesure d'accomplir, plutôt que de ne voir que toutes les choses qui restent à faire.

Une question d'équilibre – Le rythme effréné des réunions auxquelles vous serez appelé à participer affectera sûrement votre sommeil ! Le rôle de délégué est, dans les faits, très exigeant en particulier si vous faites partie du caucus jeunesse international, au sein duquel certaines délégations exigent énormément de leur représentant jeunesse. Les délégués jeunesse jouent en quelque sorte sur deux plans : ils empruntent à la fois le rôle d'« initié » et d'« étranger », devenant du même coup une précieuse source d'information et de réflexion pour les jeunes participants qui ne font pas partie de la délégation. Ils sont en mesure de fournir les dernières nouvelles concernant l'état des négociations, d'orienter les efforts des jeunes vers des questions névralgiques ou faire savoir aux représentants clés ce qui devrait faire l'objet des efforts de lobbying. Cependant, un tel rôle privilégié peut vous placer dans une position quelque peu singulière, en ce sens que vous pourriez devenir vous-même le sujet des activités de lobbying et détenir de l'information confidentielle qu'il vous sera interdit de dévoiler à d'autres jeunes ou aux médias.

Sur place

Enfin, vous voilà sur place et l'atmosphère est étourdissante. Par quoi commencer ???

Retrouvez les alliés et les réseaux que vous avez constitués avec soin avant votre départ et joignez-vous à eux. Les ***caucus*** se forment spontanément au cours des réunions internationales; vous pourriez y trouver des guides précieux et une solidarité rassurante (voir la section « Travailler auprès d'un caucus jeunesse international », page 32). Les événements parallèles, tels que les forums organisés par les ONG ou les groupes de la société civile, les expositions, ou encore, des conférences qui se déroulent simultanément, peuvent devenir des occasions intéressantes de tisser des liens constructifs avec des groupes ou des participants aux vues similaires, et l'endroit tout indiqué pour exposer et mettre de l'avant vos propres activités.

Ne tardez pas à vous plonger dans « le processus ». Bien sûr, il y a tant de réunions auxquelles assister, de discours à écouter et de délégués à convaincre, que vous ne pourrez accomplir tout cela chaque jour. Nul n'est tenu à l'impossible mais essayez tout de même d'en faire le plus possible. Car c'est précisément à ces quelques jours que vous vous êtes préparé.

Voici ce que vous pouvez faire pour plonger dans le vif de l'action :

« À titre de délégué du gouvernement, vous devez quelque peu dépouiller vos activités – il vaut mieux laisser les activités de pression auprès des médias aux personnes qui peuvent s'exprimer ouvertement (plutôt qu'à un délégué qui doit filtrer ses commentaires)… »

(Lindsay Cole, Canada)

- ✓ Repérez, parmi les participants à la réunion, les groupes de jeunes et les ONG aux vues similaires aux vôtres et coopérez avec eux. Il est essentiel que vous mettiez l'information en commun et que vous vous teniez mutuellement informés des dernières nouvelles et des décisions prises.
- ✓ Soyez attentif à tout ce qui se passe et tenez-vous scrupuleusement au courant des développements. Les points à l'ordre du jour peuvent être traités très rapidement ou très lentement, et dans certains cas, le déroulement de la réunion sera imprévisible. Surlignez les parties du texte qui concernent directement votre position ou vos intérêts pour ainsi être en mesure de vous y reporter rapidement s'il y a lieu. Indiquez, sur votre copie, les changements apportés au texte au fur et à mesure qu'ils sont débattus, car il est fort possible que la version mise à jour du texte provisoire ne soit publiée avant un certain temps (si elle l'est).
- ✓ Parlez aux membres de votre délégation gouvernementale le plus souvent possible. S'il y a possibilité, organisez des séances d'information régulièrement.
- ✓ Partez à la recherche de membres amicaux d'autres gouvernements. Plusieurs d'entre eux sont sympathiques à l'endroit de la jeunesse et peuvent vous aider à influencer les positions de votre propre gouvernement. Souvenez-vous également que si votre pays fait partie d'un ***bloc négociateur***, vous devrez convaincre d'autres gouvernements d'adopter vos modifications. Ciblez les gouvernements, en particulier les négociateurs, qui défendent des positions similaires aux vôtres. Discutez avec eux et tâchez de trouver des façons de collaborer avec eux, afin de réaliser vos objectifs.

- ✓ Si vous faites partie du caucus jeunesse, ne laissez pas ce dernier engouffrer tout votre temps. Envisagez de vous joindre à d'autres caucus thématiques. Ce sera une très bonne occasion de réseautage; vous aurez ainsi la chance de présenter les questions qui touchent les jeunes et qui sont pertinentes à de nombreux autres programmes.
- ✓ Établissez adéquatement votre emploi du temps et renseignez-vous sur les événements avant d'y prendre part, et ainsi optimiser votre efficacité. Assistez aux séances plénières les plus pertinentes pour votre pays, votre position et/ou vos intérêts. Trouvez votre propre rythme de croisière et gardez toujours en tête vos objectifs.

ENCADRÉ 5. Les jeunes qui restent au pays : idées de participation

Si vous ne participez pas en personne à la RI, mais êtes intéressé à y prendre une part active et à vous faire entendre, voici quelques idées de participation :

- ✧ Notez vos idées et vos opinions au sujet des énoncés de principes remis par les jeunes participants, des positions nationales et autres thèmes internationaux, et présentez-les aux participants. Dans la mesure du possible, organisez une rencontre, avant la RI, afin de discuter des enjeux en personne.
- ✧ Restez à l'affût de toutes les consultations publiques faisant appel aux jeunes, organisées par le gouvernement ou par les jeunes qui participeront à la RI; si aucune consultation n'est prévue, faites-en la suggestion et, pourquoi pas, aidez à son organisation !
- ✧ Essayez de trouver des listes de messagerie électronique mises sur pied par les jeunes participants (ou encore, suggérez qu'on en crée une) et envoyez régulièrement aux participants vos questions à propos du déroulement de la réunion ou toute autre interrogation. Vos questions sont primordiales, car elles vous aideront à maintenir bien active votre participation au processus.
- ✧ Si vous n'avez pas facilement accès au courrier électronique, demandez aux jeunes qui participent à la réunion de consigner chaque jour un compte rendu du déroulement de la RI; vous pourrez lire ce dernier par la suite.
- ✧ Explorez d'autres canaux de communication qui pourraient être une source d'information sur la RI; formulez des points de vue différents sur lesquels vous pourriez solliciter l'opinion des représentants jeunesse.

- Demandez aux jeunes qui participent à la réunion de rapporter de la documentation qui touche les jeunes. Invitez-les à vous consulter lorsque viendra le temps d'adopter un plan d'action local dans le but de mettre en œuvre les résultats obtenus à l'issue de la réunion. En outre, surveillez de près les plans de mise en œuvre adoptés par votre gouvernement.

Rappelez-vous que, si vous participez à une RI, vous devez garder ces idées à l'esprit, et ainsi, maintenir l'engagement des jeunes qui ne sont pas sur place avec vous.

Comment être un lobbyiste efficace

Dans le cadre d'une réunion internationale, « faire du lobbying », cela signifie chercher à influencer les accords internationaux en faisant valoir ses idées; le lobbying prend la forme de contacts avec les délégués d'autres délégations d'État (la vôtre et les autres), avec d'autres membres de la société civile (dont divers caucus), ainsi qu'avec les principaux blocs négociateurs.

Le lobbying est une pratique courante dans tous les domaines de la vie politique. Toutefois, il faut adopter des stratégies différentes si l'on veut être efficace à une réunion internationale. Voici quelques raisons qui justifient le recours au lobbying dans le cadre des RI :

- Pour réussir à inclure, dans le texte, certains enjeux, engagements ou énoncés qui feront foi de leur signification. (Par exemple, à l'occasion de la Conférence mondiale contre le racisme de 2001, plusieurs personnes et groupes ont fait pression pour que la discrimination fondée sur la descendance et la reconnaissance de la traite des esclaves en tant que crime contre l'humanité figure au texte.)
- Pour veiller à ce que certains termes employés ne soient pas débattus hors contexte et affaiblissent les progrès réalisés lors de réunions antérieures. (Par exemple, pendant le Sommet mondial sur le développement durable de 2002, plusieurs intervenants ont fait des pressions pour empêcher que les termes se rapportant aux droits liés à la procréation et à la sexualité – adoptés dans le cadre de réunions internationales précédentes – soient atténués, conditionnels ou supprimés entièrement du texte.)

« Et à mesure que nous devenions familières avec le système, nous étions mieux à même d'appuyer les efforts de lobbying déployés par les jeunes de notre pays et des autres régions du monde. »
(Megan Bradley & Shalene Jobin, Canada)

✧ Pour assurer l'inclusion de certaines mesures ou engagements dans le texte afin que vous puissiez, de retour chez vous, vous servir de ces dispositions pour faire pression à propos de leur mise en œuvre.

Le choix du moment est primordial. Tenez-vous prêt et mettez-vous à la tâche dès que le texte est en cours de rédaction, car seules les parties du texte ***mises entre parenthèses*** (voir l'encadré 6, page 31) sont à discuter. Rappelez-vous : il est possible que la majeure partie du texte soit écrite et adoptée lors des PrepCom, et non pas à l'occasion de la RI proprement dite. Plus vite vous commencerez vos activités de pression, mieux ce sera.

L'abc du lobbying

A) Maîtrisez votre sujet

✓ Avant d'aborder un délégué ou un participant, vous devez bien connaître les documents qui sont en pourparlers dans le cadre de la réunion. Lisez les documents au préalable et notez les sections du texte qui sont litigieuses et pour lesquelles les discussions ne sont pas terminées. Soyez au fait des engagements pertinents figurant dans des documents précédents.

✓ Tous les ajouts ou changements que vous souhaitez apporter au document qui fait l'objet des négociations doivent être rédigés à l'avance, bien documentés, et faire usage du style qui convient. La teneur de votre texte est-elle diplomatique, stratégique ou réaliste ? Consultez des accords internationaux antérieurs pour prendre le pouls du style de langue employé. Présentez au délégué que vous abordez vos arguments sur papier, écrits lisiblement (de préférence dactylographiés); prenez soin d'indiquer la date et le groupe de la société civile qui appuie votre position, ainsi que les gouvernements qui sont en faveur de cette dernière, le cas échéant. En général, un délégué s'intéressera davantage à une suggestion faite par trois ou quatre groupes d'intérêts plutôt que par une seule personne. Lorsque vous remettrez à un délégué une suggestion de modification à apporter au texte, assurez-vous de noter l'endroit précis où vous souhaitez voir votre suggestion s'insérer et de vous servir d'arguments clairs et concis pour appuyer votre point de vue. Pour mettre de l'avant votre position au cours des négociations, les délégués ont besoin de tout cela.

B) Prenez les devants

✓ Établir un contact avec une personne que vous voulez influencer est un processus qui peut prendre du temps. Utilisez différentes tactiques : rencontres dans les couloirs, correspondance, courriels ou télécopies. Soyez tenace, mais sans

importuner. Prenez des risques. Abordez les délégués et les négociateurs de haut niveau, demandez-leur de les rencontrer – ou invitez-les à prendre un café.

✓ Certaines personnes ne seront peut-être pas en mesure de vous aider directement. Entretenez quand même avec elles de bonnes relations, car elles ont peut-être des collègues qui, eux, peuvent vous aider.

✓ Remettez (par écrit) au délégué auprès duquel vous souhaitez exercer des pressions un bref résumé de vos positions et des changements que vous souhaitez voir apportés au texte (s'il y a lieu).

✓ Efforcez-vous de bâtir votre crédibilité en prévision de rencontres futures : une délégation qui n'appuie pas votre position sur une question précise pourrait vous seconder à propos d'une autre question.

c) Cherchez des appuis à votre position

✓ Si un délégué vous dit que sa délégation ne peut résolument pas appuyer votre position ou sous-entend que vous ne saisissez pas tous les enjeux, essayez d'obtenir des explications. Non seulement vous aurez une meilleure compréhension de points de vue différents, mais votre position pourrait gagner en crédibilité, ce qui pourrait éventuellement devenir très rentable. En outre, ce faisant, vous pourriez obliger le délégué à réfléchir à deux fois à la question que vous avez soulevée.

✓ Si un délégué ou une délégation est indécis, une conversation franche suffit souvent à les influencer. Faites-leur part de vos préoccupations et invitez-les à exprimer leur point de vue.

✓ Soyez conscient que la position exprimée par une délégation ou un pays n'est pas toujours identique aux points de vue personnels des délégués.

ENCADRÉ 6. Le texte : un univers complexe

Le 1er septembre, les délégués décidèrent de discuter de l'approche de précaution en se basant sur le paragraphe 93(e)bis alt. Les pays en développement et plusieurs pays industrialisés préférèrent la formule: « en gardant à l'esprit » l'approche de précaution. D'autres pays industrialisés mirent l'accent sur son application et proposèrent l'insertion de la formule: « réaffirmant notre engagement à appliquer » l'approche. Après un certain débat, les délégués acceptèrent un léger amendement de la proposition du Président. Le texte final stipule « aux fins de promouvoir et d'améliorer les processus décisionnels fondés sur la science, et de réaffirmer l'approche de précaution établie dans le Principe 15, » et cite le Principe dans son intégralité.

- *tiré du Bulletin des Négociations de la Terre, Vol. 22, n° 48, 2 septembre 2002. Comptes rendus sur le Sommet mondial sur le développement durable.*

Ouf ! Mais pourquoi des pays passent-ils autant de temps à discuter de si petites modifications à apporter au libellé ? Si vous avez déjà lu des déclarations des Nations Unies, des programmes d'action, des protocoles ou d'autres documents semblables, vous avez probablement remarqué que le style employé emprunte à la langue diplomatique tout en demeurant réaliste, qu'il est à la fois stratégique et souple, et qu'il est direct tout étant général. Cela n'est pas surprenant compte tenu du grand nombre de pays qui participent à la rédaction de documents ayant des répercussions importantes sur les politiques nationales. Un mot ou une expression qui semblerait sans intérêt pour un pays peut se traduire par des changements importants pour un autre en matière de politiques. Par exemple, un pays qui jouit de ressources naturelles considérables sera plus attentif lorsqu'il interviendra sur des questions touchant le commerce ou l'environnement.

Voilà pourquoi toutes les interventions entourant le processus préparatoire et la réunion principale portent exclusivement sur « le texte » et sur les dernières modifications ayant été négociées. Puisque, dans le cadre des RI, on s'efforce d'adopter les documents par voie de consensus, il vaut mieux adopter toutes les sections du texte. Le texte qui se trouve « mis entre parenthèses » indique qu'une section du texte préliminaire n'a pas encore fait l'objet de discussion et qu'il n'existe aucun consensus sur cet enjeu particulier. Le texte qui se trouve entre des parenthèses carrées en dit long sur les [enjeux brûlants] à l'ordre du jour des négociations. Ce processus devient parfois extrêmement tendu et passionné, et peut conduire à des situations où les mots et les expressions deviennent une monnaie d'échange. Imaginons la situation hypothétique suivante : dans le cadre de négociations sur la lutte contre le tabagisme, un pays pourrait accepter d'inclure au texte des restrictions sévères sur la fumée secondaire et obtenir en échange un assouplissement, dans le texte, des dispositions concernant l'interdiction de la publicité sur le tabac.

Travailler au sein d'un caucus jeunesse international

Une réunion internationale a forcément des répercussions sur des secteurs précis de la société qui ont des intérêts directs quant aux résultats de la réunion. Par exemple, la Commission du développement durable des Nations Unies consulte expressément « les principaux groupes », qui jouent le rôle de partenaires dans la

prise de décision, dans le cadre de dialogues multipartites. Cette pratique est de plus en plus populaire, tant au niveau international qu'au niveau national.

Plus souvent qu'autrement, les jeunes ont des intérêts dans les questions qui sont en jeu. Même si la catégorie des « jeunes » et plusieurs autres groupes (les femmes, les peuples autochtones, les groupes religieux, les syndicats et les groupes ethniques, pour ne nommer que ceux-là) peuvent se recouper, on a constaté qu'il y a plusieurs avantages à se regrouper en un caucus jeunesse. Les caucus peuvent s'articuler autour d'un enjeu précis (des personnes se réunissent pour discuter d'un sujet particulier intéressant chacune d'elles) ou il pourra s'agir d'un caucus regroupant un groupe principal. Le caucus jeunesse est un exemple de ce dernier type de caucus, mais il peut aussi arriver que des jeunes, qui partagent des intérêts sur un thème particulier, se réunissent pour former un caucus jeunesse thématique. Compte tenu de la grande diversité d'intérêts que représentent les jeunes, certains estiment que les caucus jeunesse thématiques, tels que « les jeunes et l'éducation à la santé en matière de sexualité », sont les plus efficaces.

Lorsqu'on est nombreux, on peut espérer un plus gros impact et une influence plus grande. C'est pourquoi le fait de se joindre à un caucus peut s'avérer une stratégie efficace pour atteindre ses objectifs. Cependant, travailler au sein d'un caucus peut être une expérience gratifiante et frustrante à la fois. Cela ressemble souvent à évoluer dans un microsystème en marge de la RI, où un groupe plutôt disparate doit relever le défi d'arriver à un consensus. Il importe que, dès le début, vous vous posiez certaines questions : pourquoi désirez-vous vous joindre au caucus jeunesse ? En quoi vos objectifs rejoignent-ils ceux de l'ensemble du groupe ? Y a-t-il des choses qu'il vaudrait mieux entreprendre par vous-même ?

Si tout se passe à la perfection, que tout le monde est d'accord et que le travail se fait, alors tant mieux ! Si ce n'est pas le cas, vous pourriez tirer grandement profit à réfléchir et à vous entendre, avant la réunion, sur le processus à adopter; cela pourrait faciliter énormément les travaux du caucus et l'efficacité de ce dernier.

« Je suis profondément déçu du caucus jeunesse. Il y a trop de politiciens en herbe et pas assez de jeunes qui se comportent comme des jeunes, qui représentent vraiment les jeunes et leurs initiatives. »

(Russell Parkinson, Royaume-Uni)

À propos du processus...

Préparation. Il vaut mieux s'y mettre dès que possible car il y a beaucoup à faire. Si aucun caucus jeunesse n'a été formé pour la réunion à laquelle vous assistez, et que vous avez réussi à vous rendre jusqu'à la première réunion préparatoire, alors vous envisagerez peut-être d'aborder d'autres

Témoignages des jeunes

Faire ses premiers pas à une réunion des Nations Unies

Par Gemma Hobcraft, Brighton, Royaume-Uni

Il y a quelque chose de très impressionnant à déambuler, en arborant fièrement son accréditation, dans les « soubassements » des Nations Unies et de se permettre, petit à petit, de plonger dans les rouages et les remous bureaucratiques. C'est la première fois que vous avez le bonheur de vous enthousiasmer librement, d'apprendre sans retenue, les yeux grands ouverts. Mais vous devez rester sur vos gardes et vous rappeler ce qui vous amène là-bas; vous devez tenir à vos principes et, plus que tout, partager l'information. Vous passerez sûrement de longs moments à tourner en rond et éprouverez beaucoup de frustration lorsque vous tendrez l'oreille aux rumeurs et aux communiqués, distribués au compte-gouttes, qui rendront compte de l'évolution du précieux document – d'ailleurs, toute votre vie sera centrée sur « le document ».

Votre passage à une réunion des Nations Unies peut aussi devenir une expérience plutôt humiliante et quelque peu rabaissante. On est, dans les couloirs des Nations Unies, de plus en plus habitués à voir des visages jeunes – ce qui est fort souhaitable – mais vous devez veiller à ce que toutes les tribunes qui vous sont offertes, aussi symboliques soient-elles, vous servent de tremplin pour vous faire entendre de façon positive et pour interagir, sur leur propre terrain, avec les « plus vieux ». L'âge ne devrait pas être un problème; si quelqu'un vous demande votre âge, vous pouvez hausser les épaules et lui renvoyer la question. Mais, le reste du temps, c'est à vous que revient la responsabilité de provoquer des occasions d'interactions, d'égal à égal, avec ces adultes. Rappelez-vous que ces adultes ont probablement beaucoup plus d'expérience que vous et connaissent les rouages des réunions des Nations Unies; mais ils pourraient être agréablement surpris de l'aspect rafraîchissant de vos idées.

Évitez de vous faire des ennemis. Il arrive qu'on entende parler d'un groupe qui aurait été rabroué après une dispute verbale. Vous avez droit à vos opinions. Respectez les cultures différentes de la vôtre, même si vous n'êtes pas toujours d'accord avec elles. Voyez les choses sous un angle professionnel, mais jamais de manière personnelle, et n'exprimez jamais de la haine. Le point le plus important, si vous réussissez à vous tailler une place au sein d'une délégation gouvernementale, ne vous sentez pas inférieur aux autres délégués – vous avez les mêmes droits et le même accès qu'eux à la plupart des installations et pouvez être utile à ceux qui sont confinés aux couloirs.

Dernière remarque, qui concerne les délégués des pays développés : j'ai du mal à l'expliquer mais il m'arrive parfois de ne pas me sentir à ma place dans une réunion internationale. Quelque chose en moi me dit qu'il est, foncièrement, inapproprié de représenter les perspectives d'un pays riche lorsque l'on cherche à régler des problèmes liés au développement. Mais il vous faut garder en tête que vous travaillez avec d'autres pour une cause en laquelle vous croyez, peu importe d'où vous venez. En établissant des liens avec d'autres participants, vous vous rendrez compte que vos compagnons, qui sont là eux aussi pour défendre une cause, deviennent instantanément bien plus que des collègues – ils deviennent des amis qui, de par leurs attitudes, vous ressemblent.

Enfin, la chose la plus importante à retenir : lorsque vous quitterez la réunion, invariablement déçu du libellé du texte final, insatisfait de l'absence apparente de progrès, et exténué, rentrez chez vous en gardant bien vivantes l'énergie et la passion pour la cause que vous défendez. Agissez localement et pensez globalement, continuez votre travail au niveau local. Les Nations Unies dans tout cela ? Vous pouvez continuer dans cette voie, mais la vie politique continue. Sachez que vous pouvez changer les choses en persévérant et ne vous laissant abattre par cette réalité.

jeunes et de collaborer dans le but de démarrer le processus. Il vous faudra peut-être, avant la réunion, effectuer des recherches pour connaître les organisations qui participent au processus de la réunion et les coordonnées des jeunes qui gravitent autour de ces organisations. Les listes de messageries électroniques sont des outils efficaces pour entretenir les communications entre des jeunes collègues de partout et le reste du caucus, entre les réunions et pendant les réunions.

Organisation. Il y a des quantités de choses à faire dès le début. D'abord, il faudra constituer un comité organisateur ou un comité directeur. Cet organe n'a aucune influence politique sur le groupe mais il est plutôt chargé de la logistique. Au sein de cet organe, certains agents pourront se voir confier différentes tâches. De plus, le caucus jeunesse peut décider de faire appel à un animateur ou à un coordonnateur. La méthode de sélection de cet animateur doit, elle aussi, être décidée (c.-à-d., par vote ou par voie de consensus); on pourra appliquer la même méthode lorsqu'il faudra choisir la personne qui présentera l'énoncé de principe officiel à la séance plénière. Cela pourrait aider tout le groupe à composer avec les tensions que peut soulever la sélection d'une personne.

Orientation. Il pourrait s'avérer utile de dresser une liste des buts du groupe pour que celui-ci se dote d'une orientation générale. Cette tâche pourrait être confiée au comité directeur, qui fera appel à un processus de consultation auprès d'un vaste groupe de jeunes.

Prise de décision. Les questions entourant la prise de décision au sein du groupe et les règles de procédure à observer doivent être définies dès le début de l'aventure. Quoique la plupart des pays et des organisations prennent des décisions selon le principe du vote majoritaire (les conditions de cette majorité étant définies à chaque vote), l'obtention d'un consensus de la part de tous les membres convient aussi au cadre international.

Choisissez votre cheval de bataille. Le caucus jeunesse, peu importe le nombre de membres qu'il renferme, ne peut couvrir toutes les questions. Employez vos propres procédures de prise de décision pour dégager et adopter quelques enjeux clés que tous les jeunes du caucus jugent importants. C'est primordial pour l'efficacité d'ensemble du caucus. En outre, n'ayez pas peur de vous «immiscer» au besoin, dans le plus grand nombre possible de caucus thématiques.

Groupes de travail. Comme vous l'avez sûrement deviné, les choses peuvent rapidement changer de cap pendant une RI; les ***groupes de travail*** permettent aux jeunes participants d'élaborer, en temps utile, des stratégies qui orienteront leurs efforts. Il est essentiel, pour que tous les membres du caucus soient bien informés, que des rencontres quotidiennes soient organisées tout au long de la RI (le caucus aura aussi veillé à choisir une ou deux personnes-ressources chargées de la diffusion régulière de l'information); cependant, la majeure partie du travail est effectuée en petits groupes de travail. Les principaux groupes de travail sont les suivants : médias, lobbying, rédaction des textes, rédaction des énoncés de principes et groupes thématiques.

Des gestes concrets. Il est essentiel de prêcher par l'exemple, c'est essentiel pour faire valoir l'engagement et le professionnalisme des jeunes aux yeux du reste de la communauté internationale. Habituellement, le caucus jeunesse rédige un énoncé de principe qui renferme une liste de mesures concrètes et de moyens pour mettre celles-ci en œuvre après la réunion. Ce document est primordial pour les jeunes, car il leur propose des résultats concrets à rapporter chez eux et à mettre en application en compagnie d'autres jeunes, affiliés ou non à des organisations. Faites un lien entre ces enjeux et les recommandations précises à l'égard du texte qui figurent dans le document officiel sur les résultats. Faites savoir précisément aux gouvernements comment vous souhaitez qu'ils traitent ces enjeux.

Tactiques spéciales. Mais une RI ne se résume pas à la rédaction de paragraphes et de déclarations. Des gestes originaux peuvent aussi être remarqués et le caucus jeunesse peut en être l'endroit tout indiqué. À l'occasion du quatrième PrepCom en prévision du Sommet mondial sur le développement durable, les jeunes participants se sont mis à marcher à reculons autour du centre de conférence pour illustrer le fait que les négociations faisaient marche arrière. Et, dans le but de mettre en évidence le fossé entre les nantis et les démunis, les délégués de gouvernement ont été invités à une fête à l'extérieur du centre de réunion où l'on ne servait aucune nourriture ni rafraîchissement (à la grande surprise des invités, bien sûr).

La logistique des réunions du caucus jeunesse

Certains rôles importants doivent être assumés dans le cadre du travail et de l'organisation d'un caucus jeunesse international. Ces rôles comprennent (sans s'y limiter) : animateur du caucus jeunesse, agents du comité directeur, ***président*** d'assemblée, preneur de notes, messager/personne(s)-ressources, personne affectée à la logistique (réservation des salles, annonce du lieu et du moment des réunions) et agents de liaison entre le caucus jeunesse et les autres processus (tels que la séance plénière, autres groupes d'intérêts, délégations gouvernementales, événements parallèles, etc.)

Essayez de mettre en place une présidence tournante. Vous pourriez ainsi assurer une meilleure participation et une bonne variété de styles d'animation et de langues. Le président suivant pourrait être choisi à la fin de chaque réunion.

Et, pour finir, veillez à ce que les notes servant à documenter toutes les décisions que prend le caucus soient claires et complètes, en particulier celles qui touchent les procédures. Consignez-les et ayez-les toujours à portée de la main, à chaque réunion.

Vous et le caucus

Représentation et équilibre régional. Un jeune qui a la chance de participer à une réunion internationale doit se considérer comme privilégié. Mais ce privilège s'accompagne d'une responsabilité considérable, qui consiste à représenter les jeunes de sa région et ceux de toutes les régions du monde. Il arrive que certains jeunes représentent concurremment des organisations dont ils font partie. Ne perdez pas de vue votre propre appartenance. Même si la question d'une représentativité « véritable » prête beaucoup à controverse, il importe de reconnaître que le travail mené par un caucus jeunesse international se déroule dans un cadre beaucoup plus vaste qu'il n'y paraît; et que vous risquerez parfois de le perdre de vue lorsque vous serez enfermé dans une pièce, à rédiger des paragraphes du texte, sous la pression de délais serrés. Le nombre de représentants provenant des pays en développement et des pays industrialisés n'est pas réparti également. Quoique cela soit peu fréquent, lorsqu'on parvient à une représentativité rigoureuse, on peut s'attendre à voir, sur le nombre total des participants, moins de 20 % des jeunes des pays développés.

Le choix des enjeux. Lorsqu'on adopte une approche stratégique, il convient de s'entendre sur les enjeux clés et les messages les plus importants que l'on compte faire valoir. Cela pourrait signifier que le caucus jeunesse ne choisisse pas nécessairement de formuler une position sur une question qui vous tient extrêmement à cœur. Acceptez le fait que vous travaillez en groupe mais n'oubliez pas que vous pouvez défendre de votre côté (ou au sein d'autres groupes) vos propres préoccupations et intérêts.

Attendez-vous à tout ! Les choses peuvent devenir chaotiques – vous travaillez auprès de jeunes du monde entier qui ont des histoires, des buts et des idéologies différentes. Ne perdez pas confiance en vous, mais attendez-vous à beaucoup de confusion, de frustration, de malentendus et (ne l'oubliez pas) d'occasions d'apprendre. Dans ce contexte, il est difficile de « prendre les commandes » : si vous vous sentez prêt à le faire, ou si vous croyez que cela aiderait les efforts en cours, alors, prenez le leadership.

Souvenez-vous de demeurer accessible aux autres personnes avec qui vous travaillez et essayez d'éviter les controverses politiques. Si vous croyez en avoir trop sur les épaules, trouvez quelques personnes que vous respectez et que vous estimez dignes de confiance, pour travailler à vos côtés.

Les retardataires. Si vous vous joignez en cours de route au caucus jeunesse international, rappelez-vous que vous vous intégrez à un processus qui est déjà en branle. Il arrive souvent que le caucus trouve une place aux retardataires désireux de s'y joindre; si ce n'est pas le cas, vous pourriez vous adresser au comité directeur pour explorer d'autres possibilités.

ENCADRÉ 7. La rédaction d'une déclaration jeunesse

En fonction de la nature de la réunion internationale à laquelle vous assistez, les jeunes auront peut-être la possibilité de faire une demande afin de figurer à liste des intervenants qui prendront la parole à la séance plénière. L'efficacité des déclarations jeunesse préparées par les acteurs non gouvernementaux est difficile à mesurer. Certains croient qu'une déclaration jeunesse est une occasion fort valable de s'exprimer devant des décideurs influents, parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement; et qu'en d'autres circonstances, les jeunes n'auraient pas accès à un tel auditoire. Par ailleurs, les déclarations publiques donnent aussi une chance aux jeunes d'ajouter « leur touche personnelle » à un processus qui est, autrement, plutôt rigide. Dans les faits, les jeunes ont la réputation de prononcer les discours les plus intéressants et les plus stimulants !

La rédaction d'une déclaration jeunesse, qui sera adoptée par tous les jeunes présents à la réunion, peut être une démarche très exigeante. Il est essentiel que vous gardiez en tête que la déclaration finale doit refléter les points de vue de plusieurs personnes et organisations, tout comme les enjeux que celles-ci représentent. Assurez-vous que, parmi les personnes qui seront représentées sur l'estrade, le plus grand nombre d'entre elles possible ont eu la chance de lire, au préalable, la déclaration, et ainsi éviter tout désaccord et frustration par la suite. Tandis que l'obtention d'un consensus relatif au document final est une démarche délicate, le processus qui accompagne les discussions, les délibérations et la rédaction est un exercice qui, en soi, fait partie intégrante des négociations internationales.

Cependant, d'autres personnes soutiennent que les jeunes devraient consacrer leur temps à d'autres activités, telles que le lobbying auprès des négociateurs et la mise sur pied de projets locaux, plutôt que de dévier leurs faibles ressources à la rédaction d'une déclaration jeunesse. Ce point de vue est sensé, en ce sens qu'il fait

ressortir la nécessité d'établir des priorités quant aux mesures à prendre et de faire preuve de stratégie quand vient le temps, pour les jeunes, d'aménager collectivement leur temps.

Si vous prenez part à la rédaction d'une déclaration jeunesse, voici quelques points à retenir :

- Veillez à ce que les points que vous présentez soient succincts et directs, sans pourtant négliger tout contenu important. En tout temps, évitez de présenter une déclaration vague et générale.
- Votre déclaration ne devrait pas se présenter comme une liste de demandes. Il est important que votre déclaration demeure pertinente au programme, si vous comptez conserver votre légitimité aux yeux de votre auditoire.
- Assurez-vous d'inscrire à votre déclaration des recommandations concrètes sur les mesures à prendre et ne manquez pas de souligner les engagements pris par les jeunes.
- Faites en sorte que votre déclaration ne ressemble pas à celles présentées par d'autres groupes ou personnes. Emprunter et reformuler des mots que d'autres auraient prononcés avant vous enlèvent beaucoup d'intérêt à votre déclaration.
- Le rythme et le débit de la présentation de votre déclaration jouent un rôle crucial dans le maintien de l'attention de votre auditoire – c'est principalement sur l'orateur que repose cette responsabilité, mais vous pouvez décider, en groupe, et avant la présentation, du style de débit à adopter.
- Cherchez à faire équipe avec d'autres groupes de la société civile et à présenter une déclaration commune – ce type de déclaration a souvent beaucoup de poids; c'est par ailleurs une façon de manifester sa solidarité.
- Assurez-vous d'avoir suffisamment de copies imprimées de la déclaration à remettre aux délégués, aux médias, etc.

De retour à la maison

À la fin d'une réunion internationale, vous serez probablement épuisé. Vous venez de passer plusieurs jours à faire, sans relâche, du lobbying, à négocier et à écouter; le voyage de retour sera sûrement très long, et sans doute une pile de choses à faire rattachées à votre « autre vie » vous attend-elle à la maison.

Cependant, la réunion ne s'arrête pas là. Le test suprême, qui démontrera si les décisions et les engagements pris auront vraiment un impact, dépendra souvent de ce que vous ferez, vous et d'autres jeunes partout dans le monde, après la réunion. Alors, prenez une grande respiration et plongez encore une fois.

« Les discussions détendues que vous aurez entre vous, le soir, pendant que les négociations se poursuivent, vous feront prendre conscience que les Nations Unies parviennent à rapprocher les confins les plus lointains de la planète. »

(Sonu Chhina, India)

Mettez tout par écrit

Rédigez un rapport rétrospectif d'après-réunion qui renfermera de l'information sur le processus de la réunion, les résultats et les réussites, les défis qui se sont posés, et bien sûr, toute réflexion personnelle sur le sujet. Communiquez votre rapport au gouvernement (en particulier, aux membres de la délégation officielle de votre pays), aux ONG et à l'ensemble de la collectivité des jeunes. Un résumé d'une page pourrait aider à éveiller l'intérêt des médias et les agences de presse locales et nationales pourraient solliciter les articles intégraux. Cette démarche vous sera très utile pour constituer vos propres dossiers car, dans le processus qui suit la réunion, vous serez forcé à vous souvenir de tout ce qui s'y est produit !

Si vous avez accès à des pages Web, pensez à publier en ligne tous vos documents, discours, déclarations jeunesse, etc. Ceux-ci deviendront une ressource importante pour d'autres jeunes qui prévoient assister à une RI.

Restez branché avec les personnes que vous avez rencontrées

Restez en contact avec les personnes-ressources pertinentes que vous avez rencontrées à la RI, qu'il s'agisse d'autres jeunes, d'ONG, de représentants de gouvernement, etc. Il arrive fréquemment que des réseaux jeunesse, formels et informels, se forment pendant les RI et les listes de messagerie électronique (listserv) constituent un moyen de garder le contact. Certaines réunions stimulent la création de nouvelles organisations jeunesse; celles-ci permettent à des jeunes qui partagent les mêmes idées de rester actifs et en contact les uns avec les autres.

Informez-vous auprès des jeunes provenant d'autres pays des stratégies de suivi qu'ils utilisent et faites-leur part des vôtres. Cherchez du soutien et de la motivation auprès des relations que vous nouez. L'après-réunion peut devenir extrêmement exigeante car, pendant cette période, tout et chacun se démène pour préserver la lancée, l'intérêt, les ressources et l'attention suscités par la réunion.

Continuez ensemble dans la lancée ! Ce qui importe, c'est de s'entendre, pendant la réunion, sur des mesures communes de suivi – les participants auront ainsi une raison de poursuivre leur engagement après la RI et se doteront d'un point de départ concret pour collaborer.

Relancez votre gouvernement

Communiquez avec les parlementaires, les représentants politiques et les membres de la délégation gouvernementale de votre pays et faites-leur part de vos impressions sur les résultats de la réunion et de vos attentes face à leur mise en œuvre. Invitez-les à suivre de près la mise en application des engagements qu'a pris votre gouvernement lors de la réunion (Ayez soin de faire suivre toute communication de vive voix par une lettre, un courriel ou une télécopie. Votre correspondance devra comprendre une récapitulation de votre position et indiquer votre reconnaissance de leur appui envers vos points de vue ou de la chance offerte d'exprimer votre opinion).

Associez-vous à d'autres organisations; vous exercerez de la sorte une plus grande influence pour vous assurer que votre gouvernement effectue un suivi adéquat et responsable. Vous pourriez vous joindre à des organisations avec lesquelles vous vous êtes associés pendant la réunion ou encore à des organismes qui ont manifesté leur intérêt après la réunion.

Rendez compte des résultats de la réunion dans votre milieu

Faites rapport auprès de différentes ONG, groupes de jeunes et représentants locaux sur les résultats de la réunion et encouragez la collectivité à débattre des enjeux qui la concernent. Faites des suggestions aux individus et aux groupes (par exemple, un sommaire d'une page) quant aux façons de rester engagé ou de s'intégrer au processus de mise en œuvre. Soyez préparé à fournir des conseils aux personnes qui souhaiteraient obtenir un complément d'information sur les questions soulevées et à les aider à se procurer du matériel didactique sur le sujet – il pourra s'agir d'une liste de références bibliographiques que vous jugez utiles.

Rappelez-vous que vous avez vécu une expérience unique et intense, et que ceux qui n'étaient pas du nombre ne connaissent pas nécessairement autant que vous le jargon qui accompagne le processus des RI. Il est bien possible que l'expression « PrepCom » n'évoque rien dans l'esprit de bien des gens ! Parlez pour qu'on vous comprenne et organisez des débats qui ne seront pas intimidants pour les participants mais au contraire, qui les encourageront à participer.

IV. Au-delà des déclarations et des énoncés de principe

Autres répercussions des réunions internationales

Vaut-il vraiment la peine de déployer tous ces efforts ? Les RI ont-elles un impact réel ? Pour évaluer la réussite d'une réunion internationale, il faut bien plus que mesurer la teneur et le contenu des instruments juridiques ou des déclarations et énoncés de principes qui ont été adoptés. Les RI et le processus global de négociation de traité génèrent toute une gamme de retombées qui sont plus ou moins apparents et résolument difficiles à mesurer.

Le fait de se trouver au même endroit, au même moment, devient une occasion de partager l'information et de tisser des liens, entre différents gouvernements, entre les gouvernements et les ONG, et parmi les ONG; sans les RI, la création de liens semblables exigerait beaucoup de temps et de ressources. Les RI ont également tendance à susciter une couverture médiatique importante; le monde entier se tourne alors vers les grands dossiers mondiaux de l'heure. Ainsi, grâce à une telle attention de la part des médias, ainsi qu'aux réunions préparatoires, aux processus nationaux et à la mobilisation de la société civile, les RI mettent au premier plan les grandes priorités mondiales; les pressions exhortant les gouvernements à agir acquièrent ainsi un poids plus grand.

Que des accords officiels y soient signés ou non, les RI changent la perception du monde face à certains enjeux. Par le biais des discussions et des délibérations qui entourent les questions à l'ordre du jour, de nouvelles normes et de nouveaux principes – souvent plus progressifs que les précédents – sont définis dans le cadre des RI; ceux-ci permettent d'établir un cadre qui guidera le dialogue international. De la même manière, les RI sont souvent l'occasion de reconnaître l'importance de certaines questions dans le débat international. Cela pourrait même aller jusqu'à remettre en question les façons d'exprimer des questions précises et les mots employés pour les décrire. Prenons l'exemple de la déclaration et du programme d'action finaux adoptés à l'issue de la Conférence mondiale contre le racisme; même si on n'y fait nulle part référence à la discrimination fondée sur la caste ou sur la descendance, la réunion a néanmoins mené à la reconnaissance que ces formes de discrimination devaient, légitimement

Par le biais des discussions et des délibérations qui entourent les questions à l'ordre du jour, des nouvelles normes et de nouveaux principes – souvent plus progressifs que les précédents – sont définis dans le cadre des RI.

et de façon pressante, être examinées par les instances internationales. Une recommandation générale traitant de cette question a été adoptée peu de temps après la Conférence, par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

Pour finir, les événements parallèles peuvent susciter la mise en œuvre d'actions intéressantes après la réunion. Par exemple, les forums regroupant des ONG permettent aux acteurs de la société civile de réseauter et d'échanger, ainsi que d'élaborer des stratégies et de coordonner les efforts de lobbying à déployer dans le cadre de la rencontre internationale parallèle. Les événements parallèles sont des occasions supplémentaires d'apprentissage; on y est exposé à de nouvelles idées, de nouveaux projets et des visions du monde, des cultures et des valeurs différentes. Ils constituent également une tribune dont peuvent se servir, pour y prendre la parole, les exclus et les opprimés, et font une place à des questions qui seraient considérées comme « interdites » par les délégués gouvernementaux.

Les réunions internationales ne *peuvent pas* tout régler...

Grâce aux Nations Unies et au processus de négociation de traités, la communauté internationale est parvenue à se doter, au prix d'efforts douloureux, de normes communes de conduite visant à régler les problèmes mondiaux. Mais ce processus multilatéral est fragile car son application ne dépend que de la volonté des États qui reconnaissent la nécessité d'un équilibre entre les priorités nationales et les besoins de la communauté internationale. Ainsi, même si, en permettant aux autres acteurs de la communauté internationale de se réunir, les RI sont indispensables, elles ne font pas plus que préparer le terrain à des mesures concrètes, par le biais de politiques nationales et d'initiatives locales.

« Travailler en vase clos n'est pas très efficace; les jeunes doivent apprendre des mouvements sociaux les plus féconds de notre époque (les mouvements de femmes, de défense des droits de la personne, etc.); nous devons être convaincus de la nécessité d'accroître systématiquement notre participation. »

(José Galindo, Équateur)

Il est important de prendre conscience de cette réalité lorsque vous franchissez les portes d'une RI. L'insatisfaction à l'égard de nombreuses RI et des résultats qui en ont découlé a fait descendre bien des gens dans les rues, pour protester contre ce qui se passe entre les murs des réunions. Cette insatisfaction vise certaines institutions, notamment les Institutions financières internationales (Voir « Prendre d'assaut les Institutions

Témoignages des jeunes

Réflexions sur les jeunes et sur le Sommet mondial sur le développement durable

Par Sergio Belfor, Paramaribo, Suriname

Lorsque je me suis rendu au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD), c'était la toute première fois que j'assistais à une conférence aux côtés de leaders mondiaux. Mais je n'en étais pas à ma première conférence internationale. En effet, en juillet 2002, le Bureau de l'UNESCO du Suriname m'a demandé d'assister au Youth Action Summit, qui se tenait aux Pays-Bas, en prévision du SMDD. Après cette réunion, notre ministre de l'Environnement m'a officiellement reçu comme délégué jeunesse de la délégation nationale du Suriname.

Dès le premier jour du SMDD, je me suis rendu compte que plusieurs délégations n'avaient pas de délégué jeunesse et que celles qui en avaient ne les laissaient pas participer aux différentes réunions ni à la séance plénière regroupant les chefs d'État. Seuls quelques pays permettaient aux délégués jeunesse de prendre une part active au processus et les laisser exprimer leur plein potentiel. De plus, il m'a semblé évident que les pays pauvres des Caraïbes et de l'Amérique du Sud avaient envoyé moins de représentants à la réunion que les pays développés qui, grâce à leur nombre élevé de représentants, pouvaient siéger à toutes les réunions et avaient voix au chapitre. Une petite délégation du Sud ne pouvait en faire autant.

Je crois que si vous voulez obtenir des résultats et des plans d'action concrets, des conférences mondiales comme celle-ci ne sont pas aussi efficaces que des réunions internationales de moindre envergure. Au dernier jour de la séance plénière, lorsqu'est venu le temps d'adopter la déclaration politique, j'ai pu constater que, même si des pays pauvres comme le mien avaient le même droit de vote que les pays riches, c'était aux intérêts des pays riches que l'on accordait la priorité. Pourtant, les pays pauvres ratifient eux aussi les protocoles relatifs à la protection de l'environnement et tentent de les mettre en application.

Mais il demeure qu'un forum mondial comme le SMDD est l'endroit tout indiqué pour rencontrer des gens et des organisations et pour tisser des liens. C'est une tribune qui vous donne la possibilité d'approfondir vos connaissances sur des sujets précis car de nombreux experts s'y trouvent. C'est en assistant à de telles conférences que vous pouvez en apprendre sur les intérêts que défendent différents blocs politiques et zones d'échanges commerciaux, tels que le G-77, l'AOSIS et la CARICOM (voir Annexe 2, page 62).

Cependant, à mon avis, la voix des jeunes n'était pas assez puissante et forte et, dans l'ensemble, nous n'avons pas eu la chance de participer pleinement au processus global du SMDD. Je suis d'accord avec la décision de notre président et d'autres dirigeants des pays des Caraïbes de ne pas assister en personne au Sommet en raison des coûts extrêmement élevés que cela supposait. À présent, je me demande parfois combien l'organisation de ce Sommet a coûté, et si ce ne serait pas mieux de donner l'argent directement aux pays pour les aider à mettre sur pied des programmes de développement durable.

Mais, tout compte fait, le SMDD fut pour moi une expérience importante qui marquera l'orientation que prendra ma vie.

financières internationales » page 10) et l'Organisation mondiale du commerce. Plusieurs intervenants se disent insatisfaits du peu de place accordée au public aux réunions officielles et pointent du doigt un système qui permet aux élites de prendre des décisions, sans avoir effectué les consultations appropriées. Pour plusieurs personnes, les manifestations sont le seul moyen dont elles disposent pour se faire entendre. Ces manifestations pacifiques peuvent devenir des occasions originales de livrer publiquement et à une grande échelle des messages destinés aux négociateurs et aux participants des RI. Avant de décider si vous participerez ou non à une manifestation, il vous faudra avant tout évaluer la portée de celle-ci. Il serait sage de prévoir certaines mesures de sécurité, au cas où la situation s'envenimerait (consulter le site Web **http://www.reseausolidarite.ca/**, qui offre des outils, des ressources et des conseils de sécurité lors de manifestations).

V. Détails d'ordre pratique

Les questions d'argent

Amasser l'argent nécessaire pour participer à une réunion internationale est sans doute le défi le plus grand que tous les jeunes auront à relever. Même si on peut tout aussi bien se rendre à une RI en classe économique ou en classe affaires, il demeure que les moyens de transport, même les moins coûteux, sont tout de même onéreux. À moins d'avoir la chance de demeurer dans le pays hôte de la RI, vos dépenses comprendront (à tout le moins) : le billet (d'avion ou autre moyen de transport), le visa d'entrée (s'il y a lieu), l'hébergement sur place, les déplacements (aller et retour) vers le lieu de la réunion, et les repas. De plus, vous dépenserez sans doute beaucoup d'argent dans les cafés Internet si vous prévoyez rester en contact avec les vôtres tout au long de la réunion.

Dans certains cas, les dépenses engagées par les jeunes qui participent à une RI sont couvertes par leur gouvernement ou par une ONG. Dans d'autres cas, les jeunes doivent compter sur leurs propres ressources financières ou amasser de l'argent au moyen de campagnes de financement et de recherche de commanditaires.

« Si ça ne fonctionne pas à la millième tentative, alors il faut essayer une fois de plus, et ça fonctionnera. »

(Mirella Daurer, Pays-Bas)

Témoignages des jeunes

Participer aux conférences des Nations Unies : le point de vue des jeunes des pays développés

Par Megan Bradley et Shalene Jobin, Grimsby et Edmonton, Canada

C'est au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD), ainsi qu'au long du processus préparatoire qui l'a précédé, que nous avons fait nos premiers pas dans l'univers des réunions internationales. Nous y participions toutes deux à titre de représentantes jeunesse au sein de la délégation canadienne et à une occasion, en qualité de représentantes d'une ONG. Même si nous avons dû traverser une courbe d'apprentissage assez abrupte, au fil des réunions, notre expérience nous a démontré clairement que c'est un privilège et une chance inouïe que d'avoir pu prendre part aux travaux des Nations Unies. Notre participation était assortie de certaines responsabilités : puisque les jeunes qui participent directement aux réunions internationales sont si peu nombreux, il est primordial que ceux qui en ont la chance tirent le plus possible de l'expérience et tiennent les autres, ceux qui sont restés à la maison, « au parfum » de tout ce qui s'y passe, en partageant l'information et en leur proposant des idées pour passer à l'action.

En tant que participantes canadiennes au sein du caucus jeunesse du SMMD, nous avons dû faire face aux mêmes défis que doivent relever les Nations Unies dans leur ensemble. Comme c'est l'habitude, les jeunes des pays développés étaient surreprésentés par rapport aux jeunes des pays en développement, si bien que le caucus devait sans cesse veiller à ce que le processus demeure transparent et équitable. Même si le fait de travailler avec des jeunes de toutes les régions du monde était énormément instructif, nous devions tous, à certains moments, faire des efforts remarquables pour arriver à communiquer efficacement et à dépasser les barrières culturelles et linguistiques. Même les jeunes des pays développés forment un groupe extrêmement diversifié; les intérêts qu'ils défendent sont tout aussi variés et ils transportent avec eux de multiples bagages culturels, géographiques et socio-économiques. Nous avons rencontré d'autres jeunes du Nord qui exprimaient des points de vue profondément différents des nôtres sur une foule de questions, des droits des femmes jusqu'aux grandes entreprises. L'un des pires obstacles que nous avons eu à franchir : trouver des façons de travailler avec d'autres jeunes, sans pour autant sacrifier nos propres valeurs et convictions.

Les jeunes participants des pays riches doivent relever certains défis bien particuliers en ce qui a trait aux structures politiques dans lesquelles ils doivent évoluer. Nous avons remarqué que les jeunes participants originaires de l'Union européenne doivent se familiariser à la fois avec les politiques nationales et le cadre plus vaste de l'UE, et exercer des pressions sur ces deux plans. Par ailleurs, les jeunes issus des « autres » pays du Nord (y compris ceux de l'hémisphère sud !) se tourneront surtout vers le groupe « JUSSCANNZ » (voir Annexe 2, page 62), une coalition éclectique de pays industrialisés, qui est souvent peu réceptive à la contribution directe de la société civile. Et à mesure que nous devenions familières avec le système, nous étions mieux à même d'appuyer les efforts de lobbying déployés par les jeunes de notre pays et des autres régions du monde.

Les jeunes ont cette énergie et ce sens de l'innovation qui manquent souvent, malheureusement, aux Nations Unies. Toutefois, plus nous nous engageons dans le système, plus nous devons nous garder de « jouer le jeu » en imitant les luttes politiques internes et les comportements intéressés qui caractérisent malheureusement plusieurs autres blocs d'influence et caucus. Plutôt que d'accepter simplement le processus tel qu'il est, nous pouvons devenir cette bouffée d'air frais dont les couloirs enfumés des Nations Unies ont si grandement besoin.

Voici donc cinq conseils, tirés de l'expérience de jeunes ayant déjà participé à des RI, qui vous aideront à surmonter les problèmes d'argent :

1. Adressez-vous à votre gouvernement : explorez les possibilités d'intégrer la délégation officielle, d'être commandité ou d'obtenir une subvention pour assister à la réunion ou encore, de « travailler » à l'un des événements parallèles (c.-à-d., à l'organisation ou à l'animation de ces derniers).

2. Communiquez avec le secrétariat de la conférence afin de savoir si des commandites ou des subventions sont offertes aux participants éventuels.

3. Faites des demandes de commandites auprès du plus grand nombre possible d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. En échange de l'aide financière qu'elles vous accorderont, offrez-leur de témoigner de votre expérience une fois de retour (sous forme de rapport écrit ou de présentation) et/ou de faire connaître et de représenter l'organisation lorsque vous serez sur les lieux de la réunion.

4. Si vous travaillez pour une ONG, essayez de faire inscrire les frais de participation à un budget de projet.

5. Servez-vous de vos propres réseaux et des médias pour lancer votre demande d'aide financière. Communiquez avec des membres de votre collectivité – les organismes communautaires acceptent souvent d'aider les jeunes à participer à des événements comme ceux-là et prévoient de l'argent à cette fin. Il est aussi utile de s'adresser aux médias. Une jeune participante du Sommet mondial sur le développement durable a réussi à amasser, en cinq jours seulement, 10 000 $ US en empruntant la voix des médias de son pays !

L'accréditation

On appelle « accréditation » le processus officiel d'inscription qui donne le droit de participer à une réunion internationale des Nations Unies. L'accréditation posera sans doute moins de difficulté que la recherche de financement, mais c'est une démarche qu'il faut prévoir bien à l'avance. Le processus d'accréditation peut prendre des semaines, voir des mois, et il s'assortit souvent d'une date limite d'inscription. Les sous-catégories – qui, le plus souvent, définissent des droits d'accès différents – peuvent varier d'une RI à l'autre. On trouve cependant trois classes principales d'accréditation : les délégations gouvernementales, les ONG ou les groupes de la société civile, et les médias. La participation des individus doit être dûment appuyée et ceux-ci doivent s'inscrire dans l'une ou l'autres des catégories.

Il existe plusieurs façons d'obtenir l'accréditation :

- Si vous avez été invité par un gouvernement ou si vous faites partie d'une délégation gouvernementale, ces derniers feront sans doute, à votre place, la démarche visant à obtenir votre accréditation.

- Vérifiez si l'ONG que vous représentez jouit du « statut consultatif » auprès de l'ÉCOSOC. (Voir la liste des ONG à l'adresse **http://www.un.org/esa/coordination/ngo** [en anglais].) Si tel est le cas, quelqu'un devra tout de même écrire au secrétariat de la conférence pour signifier que l'ONG compte participer à la prochaine RI et remettre le nom du ou des participants qui la représenteront.

- Si votre ONG n'est pas dotée du statut consultatif, il est possible que le secrétariat de la conférence accepte de donner l'accréditation à votre ONG et lui permette d'assister à une réunion précise, par le biais d'un processus de demande de participation.

- Si vous n'êtes associé à aucune ONG, ou si votre ONG ne réussit pas à obtenir l'accréditation en suivant le processus d'accréditation s'appliquant à la réunion à laquelle vous comptez participer, ou encore si votre ONG a déjà atteint le nombre maximal de représentants qu'il est permis d'envoyer, trouvez une autre ONG, qui est déjà accréditée et qui accepte de vous laisser utiliser son « nom », pour vous donner accès au site de la conférence.

- Les représentants des médias doivent eux aussi être accrédités et écrire au secrétariat de la conférence. (L'accréditation accordée aux représentants des médias procure certains avantages : les centres réservés uniquement aux médias sont parfois équipés d'ordinateurs et de l'accès Internet à haute-vitesse, qui sont mis à la disposition de tous les représentants des médias. En revanche, les médias sont parfois exclus, comme d'autres participants, de certaines séances.)

Même après avoir reçu confirmation de votre accréditation, vous devez vous inscrire sur les lieux même de la réunion – afin de vous procurer, généralement, un laissez-passer officiel. Ce processus peut s'avérer ardu et long. Tâchez d'arriver tôt pour l'inscription et armez-vous de patience. Apportez toute la documentation pertinente (par exemple, l'original de votre demande d'accréditation et toute correspondance que vous avez échangée par la suite avec le secrétariat de la conférence), une carte d'identité officielle avec photo, et, au besoin, votre passeport et quelques photos format passeport.

Bien des choses peuvent se produire à la dernière minute, et ce, même si vous avez fait le nécessaire pour tout prévoir. Si vous n'êtes pas certain de recevoir le financement demandé, n'attendez pas pour obtenir votre accréditation ou votre visa d'entrée. Le financement pourrait vous être accordé à la dernière minute, et il serait bien regrettable de recevoir de l'argent et de ne pouvoir assister à la réunion, faute d'avoir réglé les questions d'accréditation et de visa d'entrée.

Quoi apporter

Comme plusieurs personnes, il vous arrivera sans doute de vous demander – la plupart du temps, à minuit, la veille de votre départ : « Mais que dois-je mettre dans ma valise pour ma première réunion internationale ? » Bien entendu, nous n'avons pas tous les mêmes besoins, mais voici malgré tout quelques suggestions d'ordre général :

✓ Apportez des vêtements confortables, et tout particulièrement, des chaussures confortables. Les tailleurs et autres vêtements professionnels officiels pourraient être utiles mais ne sont pas obligatoirement nécessaires. Pour ne pas vous tromper, prenez des tenues confortables et des tenues officielles.

✓ Apportez tout document officiel et toute correspondance au sujet de votre accréditation, de votre affiliation à une organisation de la société civile ou à votre gouvernement (sur papier à correspondance officielle), votre visa d'entrée et/ou votre lettre d'invitation, une preuve de bonne santé ou des examens médicaux nécessaires (s'il y a lieu), ainsi que votre passeport. Vous pourriez avoir besoin de photos format passeport supplémentaires.

✓ Apportez des photocopies de vos propres énoncés de principe et de toute autre information relative à votre organisation, votre groupe, vos activités, etc. Des cartes d'affaires – imprimées ou écrites à la main – seront assurément très utiles.

✓ Avant votre départ, imprimez une copie de la dernière version du document de négociation. Il est possible que vous en trouviez des copies sur les lieux, mais si celles-ci sont épuisées, vous aurez beaucoup de difficulté à suivre les négociations sans l'aide d'un document de référence sur papier.

✓ Prenez avec vous un sac robuste ou un porte-documents, qui vous servira à recueillir de la documentation pendant la réunion. Assurez-vous de ne pas trop remplir ce sac car, habituellement, il faut s'attendre à rapporter chez soi beaucoup de documents.

- ✓ Stylos, surligneurs et onglets adhésifs peuvent s'avérer extrêmement utiles pour marquer et repérer les parties pertinentes du document de négociation et pour apporter des changements au texte au fur et à mesure qu'ils sont adoptés. Des stylos de différentes couleurs vous aideront à suivre ce que disent les blocs négociateurs/délégations.

- ✓ Essayez de vous munir d'un agenda qui vous permet d'organiser votre emploi du temps en fonction des heures et des minutes. Dès que possible, commencez à inscrire à votre agenda les réunions auxquelles vous devez assister, les événements auxquels vous comptez participer, etc.

- ✓ Un réveille-matin à pile. Il n'y a rien de pire que de faire tout ce chemin pour se rendre à une réunion internationale, pour ensuite dormir pendant que les rencontres ont lieu !

- ✓ Il est important de prévoir des fiches d'adaptation et des transformateurs pour tous les appareils électriques que vous apporterez (séchoir à cheveux, ordinateur portatif, fer à repasser de voyage, etc.). Non seulement il existe différents types de prise de courant, mais le courant électrique utilisé d'un pays à l'autre est souvent différent.

Cela étant dit, essayez de voyager léger, car vous vous retrouverez chargé comme un mulet !

Conseils de voyage

« Il est extrêmement important d'être alerte et bien reposé pour parvenir à classer et à digérer toute l'information et les opinions dont vous serez bombardé. »

(Miguel Heilbron, Pays-Bas)

De nombreuses ressources expliquent comment voyager en toute sécurité, de manière responsable et économique, et indiquent aux voyageurs ce qu'il faut prévoir lorsqu'ils planifient un voyage à l'étranger. Avant de partir, vous pourriez également lire sur le pays hôte pour obtenir des renseignements précis. Par exemple, le taux de change en vigueur dans le pays que vous visiterez peut avoir un impact important sur votre budget. Voici donc quelques conseils généraux à retenir :

- ✓ Renseignez-vous sur les coutumes et les modes de vie propres au pays hôte. Les coutumes « qui sortent de l'ordinaire » sont souvent abordées dans les guides de voyage.

- ✓ Transportez vos documents officiels dans vos bagages à main. Il est possible qu'à votre arrivée, vous deviez présenter certains de ces documents – ou tous vos documents – aux responsables de l'immigration. C'est une bonne idée de mettre, dans vos bagages à main, des vêtements de rechange pour une journée, au cas où vos valises s'égarent. Vous devriez en tout temps garder votre argent sur vous (chèques de voyage, argent comptant, cartes de crédit et autres objets de valeur).

- ✓ Conservez dans un autre sac une copie de tous les documents officiels (parmi lesquels votre passeport, des copies de votre carte de crédit et des numéros de chèques de voyage); laissez-en des copies à une personne qui restera au pays.

- ✓ Avant votre départ, informez-vous des précautions à prendre sur le plan de la santé (par ex., les vaccins) et tâchez de savoir si vous avez besoin de souscrire à une assurance maladie.

- ✓ Cherchez à savoir si votre pays a un consulat dans le pays que vous visiterez et prenez en note les coordonnées de celui-ci.

- ✓ Pensez à prendre les mesures nécessaires pour vous faire servir des repas spéciaux, si vous souffrez d'allergies ou si vous avez des besoins alimentaires précis. Si vous ne parlez pas la langue officielle du pays hôte, vous pourriez vous fabriquer une carte, énumérant les aliments que vous ne pouvez pas manger, que vous pourrez alors présenter au serveur. Vous pouvez obtenir de l'aide pour rédiger cette carte en vous adressant à une école de langue ou à une ambassade.

- ✓ Avant votre arrivée, tentez de prévoir certaines possibilités de transport afin de vous rendre de l'aéroport jusqu'à l'hôtel.

- ✓ Arrivez un jour ou deux avant le début de la réunion, pour vous familiariser avec les lieux et pour vous inscrire avant le début de la réunion. Prévoyez rester sur place au moins une journée après la clôture officielle de la réunion : il arrive fréquemment qu'une RI se prolonge afin de permettre la signature d'accords de dernière minute. Si la réunion se déroule dans un pays/une région qui vous sont totalement inconnus, vous profiterez peut-être de quelques journées supplémentaires pour visiter l'endroit, une fois la réunion terminée.

- ✓ Enfin, n'oubliez pas que, lorsqu'un grand nombre de visiteurs est attendu, les coûts d'hébergement et de transport dans la ville hôte peuvent augmenter de façon marquée, durant la période entourant une RI, en particulier lorsqu'il s'agit d'un sommet.

Lorsqu'on ne se trouve sur place, il est difficile de se trouver et de choisir un endroit où loger. Vous avez le choix : opter pour un hôtel luxueux de catégorie cinq étoiles ou vivre dans une famille d'accueil, encore élire domicile dans une auberge ou dormir sur le plancher de la chambre d'un autre délégué. Si ce qui compte pour vous, c'est de trouver l'endroit le plus économique qui soit, et que celui-ci se trouve à une grande distance du lieu de la réunion, n'oubliez pas de tenir compte du temps et de l'argent nécessaires pour vous déplacer vers le lieu de la réunion et pour en revenir. Pourrez-vous rentrer à l'hôtel si la réunion (ou un repas à la fin de la réunion) se termine tard dans la soirée ? Préférez-vous vous loger dans un secteur ou un endroit où habitent d'autres jeunes ou d'autres délégués de votre pays ? Du point de vue de la sécurité, serait-il préférable que vous logiez près de vos collègues ? En vous rapprochant des autres participants, vous aurez de la compagnie, la sécurité que procure le fait d'être nombreux, et plusieurs occasions de réseautage et de lobbying, mais vous pourriez aussi avoir envie de changer de décor et de « décrocher » de la conférence à la fin de la journée. Peu importe l'option que vous choisirez, assurez-vous d'avoir en main le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de votre hôtel (ou autre forme d'hébergement) lorsque vous passerez à l'immigration. Généralement, vous devez préciser l'adresse de l'endroit où vous compter loger sur les cartes d'embarquement que vous remplissez avant de récupérer vos bagages.

Si vous ne parlez pas la langue officielle du pays hôte, apprenez quelques expressions de base qui vous serviront à votre arrivée. Les agents des douanes, les chauffeurs de taxi, les organisateurs et les employés de la conférence, les agents aux services aériens, etc., seront débordés par l'arrivée de participants étrangers. Un simple « merci » et un sourire vous ouvriront peut-être des portes.



VI. Réflexions

En tant que participant à une réunion internationale, vous serez sollicité de toutes parts; vous aurez parfois l'impression d'être pris au beau milieu d'une tornade! Dans ce désordre indescriptible, vous aurez absolument besoin d'écrire à l'avance quelques questions, auxquelles vous vous reporterez pendant la réunion et qui vous aideront à vous ramener aux choses essentielles.

Pourquoi suis-je ici? Vraisemblablement, ce sont, au départ, des préoccupations et des expériences personnelles précises qui vous ont amené à vous intéresser aux RI. Il y a fort à parier que vous désiriez voir se concrétiser des buts et des résultats bien précis. Ne perdez pas de vue les raisons fondamentales qui ont motivé votre participation à la RI.

Qui sont ces gens qui gravitent autour de moi?! Ce sont vos voisins, dans votre pays, des amis et citoyens du monde et plusieurs personnes très brillantes et talentueuses. Bien sûr, il y aura toujours des personnages un peu sombres qui évolueront dans le cadre des réunions internationales, mais tâchez de vous rappeler que la plupart des personnes qui gravitent autour de vous se trouvent probablement à vos côtés parce qu'elles partagent des préoccupations semblables aux vôtres.

Au nom de qui je fais tout cela? Il n'y a pas qu'une seule réponse à cette question et la réponse est personnelle à chacun. En tant que jeunes, nous avons intérêt à nous préoccuper des effets à long terme de plusieurs réunions internationales. Nous assumons également un rôle unique et transitoire. Nous pouvons assurer le transfert des connaissances et des compétences aux nouveaux venus. Puis, à mesure que nous « évoluons » dans la catégorie des jeunes, nous pouvons devenir des alliés et poursuivre nos efforts pour encourager la participation et les perspectives des jeunes.

Comment vais-je mesurer mon succès? Il faut bien se l'avouer : démêler tout le processus et comprendre comment les décisions internationales se prennent, c'est en soi une réussite! Mais vous poursuivez sans doute d'autres buts; efforcez-vous de vous fixer des objectifs réalistes et réalisables. Acquérir des connaissances et de l'expérience, établir des contacts positifs et faire connaître vos efforts et vos activités, sont autant d'objectifs réalistes et réalisables. Si vos efforts conduisent à des modifications du texte officiel, alors vous pouvez crier victoire! Mais si ce n'est pas le cas, ne vous en faites pas : tout cela fait partie de cette expérience d'apprentissage, intense et unique, qui va de pair avec toute réunion internationale.

Vous avez une chance inouïe de participer à la petite histoire de la prise de décision internationale. Il y a beaucoup à faire et beaucoup à apprendre : alors, restez à l'affût de tout ce qui se passe, prenez part à la frénésie et jouez le jeu !

VII. Lectures recommandées

Site Web

Réunions et événements organisés par les Nations Unies à venir :
http://www.un.org/french/events/index.html

Questions et réponses sur les Nations Unies :
http://www.un.org/french/questions_answers.htm

Organigramme du système des Nations Unies :
http://www.un.org/french/aboutun/organigramme.html

Règles de procédure des Nations Unies :
http://www.un.org/Docs/sc/scrules.htm [en anglais]

(Les règles de procédures, connues sous le nom de *Robert's Rules of Order*, sont couramment utilisées; consulter le site Web **http://www.constitution.org/rror/rror_00.htm** [en anglais])

Les jeunes et les Nations Unies :
http://www.un.org/esa/socdev/unyin/french/index.html

Le rôle des jeunes à l'UNGA :
http://www.takingitglobal.org/voice/unyd.html [en anglais]

Librairie des Nations Unies : **http://www.un.org/Pubs/bookshop/index.html** [en anglais]

La rédaction d'un exposé de principe efficace : **http://www.unac.org/youth_sd/**

Publications

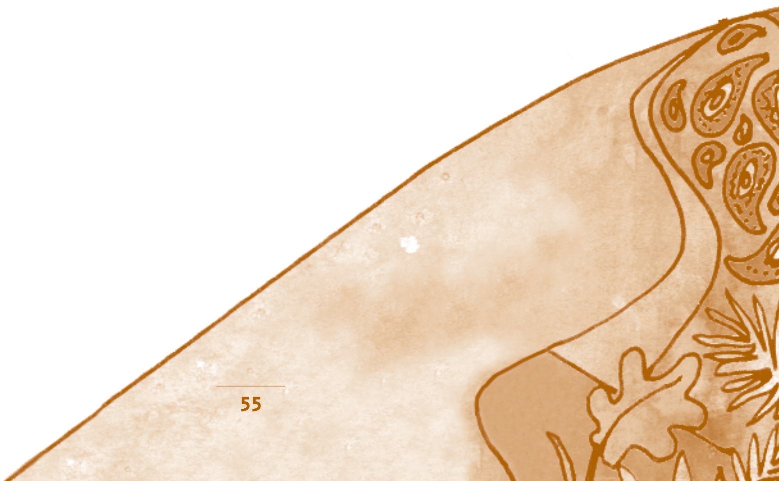
GUPTA, Joyeeta. *Au nom de ma délégation… Guide de survie des négociateurs des pays en développement sur le climat*, Center for Sustainable Development of the Americas (CSDA) et Institut international du développement durable (IIDD), 2000. Disponible en ligne : **http://www.cckn.net/pdf/my_delegation_fr.pdf**.

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies (SLNG). *Putting Gender in the Agenda: A guide to Participating in UN World Conferences*, 1995. Pour se procurer un exemplaire, s'adresser à **unifem@undp.org**.

HEMMATI, Minu et Kerstin SELIGER, Édit. *The Stakeholder Toolkit: A Resource for Women and NGOs* (2001). Forum de la CNUED. Disponible en ligne : **http://www.earthsummit2002.org/toolkits/women/index.htm**.

Un monde pour tout le monde : La société civile, les Nations Unies et l'avenir du multilatéralisme (1999). Sous la direction de John W. Foster et Anita Anand. Association canadienne pour les Nations Unies. Pour se procurer un exemplaire, s'adresser à **info@unac.org**.

Pour obtenir des suggestions de lecture se rapportant à une RI précise, veuillez vous reporter à la section « Lectures », page 17)



Annexe 1
Comprendre le vocabulaire des réunions internationales : un lexique des termes

À première vue, il peut sembler que les réunions internationales adoptent une langue tout à fait étrangère. Le jargon, les termes officiels et les acronymes des conférences internationales peuvent être déconcertants et même prêter à controverse. Les définitions suivantes proviennent d'une variété de sources et visent à faciliter la participation aux RI. Plusieurs de ces définitions proviennent de la langue employée aux réunions convoquées par les Nations Unies, mais elles n'en sont pas nécessairement la version officielle.

Abstention : S'abstenir, cela signifie éviter de se prononcer, par un « oui » ou par un « non », lors d'un vote. Lorsqu'une abstention n'influence pas le résultat global d'un vote, un État membre peut, pour diverses raisons, décider de s'abstenir : voter en faveur ou contre une proposition pourrait lui être préjudiciable (p. ex., en envenimant les relations avec un allié qui vote dans le sens opposé); un État peut estimer que la question faisant l'objet du vote n'est pas pertinente pour lui; ou encore, la question soumise au vote prête tellement à controverse qu'un État n'est pas en mesure de choisir son camp. Les États membres ont le droit d'expliquer les raisons de leur abstention, ce qui donne parfois une toute nouvelle orientation à la discussion.

Accréditation : Un processus d'inscription officiel qui permet à des individus – affiliés à un gouvernement, à une ONG ou aux médias – de participer à des RI des Nations Unies, à des sommets ou à des sessions extraordinaires, ainsi qu'aux PrepCom (réunions du Comité préparatoire). Pour en savoir plus, reportez-vous à la section « L'accréditation », page 47).

Assemblée générale : L'Assemblée générale est l'organe de plus haut niveau des Nations Unies et comprend tous les États membres. Elle régit le travail des Nations Unies et adopte officiellement les documents qui découlent des réunions internationales organisées par les Nations Unies.

Bureau : Le bureau d'une conférence des Nations Unies est formé du président et des représentants des cinq groupes régionaux des États membres.

Caucus : Un caucus est un regroupement informel de personnes, de groupes ou d'États, qui partagent des vues similaires. Les caucus peuvent s'articuler autour d'un enjeux précis (p. ex., un caucus à vocation éducative), regrouper une région (p. ex., un caucus regroupant des pays asiatiques) ou se rattacher à un des principaux groupes (p. ex., le caucus jeunesse).

Clause essentielle : Les clauses essentielles sont ces paragraphes qui énumèrent les recommandations touchant les mesures à prendre relatives à un sujet ou à un dossier précis; on les retrouve donc généralement dans la partie réservée au programme d'action du document d'une conférence. Les clauses essentielles débutent, le plus souvent, par des termes assez forts, tels que « Nous demandons avec instance », « Nous exigeons », « Nous sommons », etc.

Conférence des Parties (CdP) : La CdP est l'organisme qui régit une convention et se compose de tous les États parties qui sont signataires de cette convention. Le regroupement de ces États parties est ce qu'on appelle la réunion un, deux, trois, etc., de la CdP.

Conférence ou sommet : Il s'agit d'une rencontre internationale qui réunit des représentants de gouvernement de haut niveau, des représentants des Nations Unies et de la société civile (parmi lesquels les ONG et les experts). C'est l'aboutissement d'un long processus préparatoire de négociation.

Consensus : Le consensus permet l'adoption des résolutions, des décisions ou des documents finaux de la conférence sans le recours au vote. Le consensus est atteint grâce à la négociation et au compromis et suppose l'accord de toutes les délégations gouvernementales.

Convention, traité ou protocole – Les termes « convention » et « traité » peuvent être utilisés de façon interchangeable et font référence à des accords ayant force obligatoire entre les États membres. Les conventions et les traités définissent les tâches des Parties ayant ratifié une convention ou un traité précis. Les protocoles sont définis après la signature d'une convention ou d'un traité, et établissent des droits et des obligations supplémentaires. Tout comme les conventions et les traités, les protocoles doivent être signés et ratifiés et constituent des ententes ayant force obligatoire. Voir également http://untreaty.un.org/French/guide.asp.

Déclaration : Ce document exprime un accord n'ayant pas force obligatoire entre les États membres.

Délégation : Une délégation se compose de représentants d'un gouvernement à une conférence ou à une réunion des Nations Unies. Une délégation peut comprendre des représentants de haut niveau des ministères pertinents, des experts techniques, des représentants de la société civile, dont les jeunes font partie. Le nombre de membres et la composition d'une délégation sont à la discrétion du pays qui envoie celle-ci.

ECOSOC : Le Conseil économique et social est l'un des six principaux organes des Nations Unies; il est chargé de coordonner les dossiers économiques et sociaux des Nations Unies, ainsi que d'autres activités des Nations Unies (l'ECOSOC renferme, entre autres, 22 programmes, 14 institutions spécialisées, 10 commissions techniques et 5 commissions régionales). Les ONG qui veulent obtenir l'accréditation doivent, pour ce faire, passer par l'ECOSOC.

État membre – Un pays qui est reconnu par les Nations Unies à titre d'État indépendant et qui est devenu par la suite membre des Nations Unies.

Événement parallèle : Un événement (p. ex., une présentation d'un groupe d'experts, une table ronde, une conférence, un salon, un forum de la société civile ou des ONG) qui se déroule au même moment qu'une RI et qui est généralement relié aux enjeux en négociation.

Groupe d'experts : Les réunions d'un groupe d'experts peuvent être convoquées par le secrétariat d'une conférence ou mandatées par les États membres dans le cadre du processus préparatoire d'une réunion des Nations Unies; elles permettent de se pencher sur un des enjeux ou des thèmes à l'ordre du jour. Les experts sont des universitaires, des représentants de gouvernement et des ONG.

Groupe de travail : Un sous-groupe émanant d'une commission des Nations Unies, chargé de rédiger le texte des documents finaux.

Groupe ou bloc négociateur : Les groupes ou « blocs » négociateurs sont des coalitions informelles d'États qui partagent certains points communs (région, idéologie, histoire ou économie). Les États se joignent à des blocs dans le but de renforcer leur position de négociateur. Comme il s'agit de regroupements informels, les blocs pourront changer selon le sujet de la réunion et ils peuvent même changer de cap au cours d'une même réunion. Parmi les blocs négociateurs les plus importants, on compte le G-77, l'Union européenne et le G8. Le JUSSCANNZ, le Groupe de Rio, le Groupe d'optique commune et l'AOSIS, tout comme des regroupements régionaux tels que la Caricom, l'ANASE et l'AU, constituent d'autres blocs négociateurs.

Groupes régionaux : Les cinq groupes régionaux se réunissent en privé pour discuter des enjeux et nommer les membres du Bureau et d'autres agents. Les groupes régionaux sont : l'Afrique, l'Asie, l'Europe centrale et orientale (ECO), le Groupe des pays d'Amérique (GRULAC) et le Groupe des pays d'Europe occidentale et autres États de l'Ouest.

Intersession : Les réunions officielles des sessions des grandes commissions onusiennes, qui se tiennent entre les sessions de l'Assemblée générale.

Lobbying – Interaction formelle ou informelle entre les gouvernements et les groupes d'intérêt visant à faire valoir des programmes d'action particuliers dans différents domaines.

Majorité des voix :

- Majorité double : Requiert la majorité sur la base d'un pays un vote et celle des contributions financières (à un fonds particulier).
- Majorité pondérée : Une plus grande pondération est accordée à certains pays pour des raisons particulières (p. ex., les contributions financières).
- Majorité qualifiée : Selon une formule adoptée telle que 3/4, 7/8, etc.
- Majorité simple : 50 % plus un vote.

Mise entre parenthèses : Des parenthèses carrées dans un texte de négociation indiquent qu'une section du texte fait encore l'objet de discussion et qu'il n'existe aucun consensus sur cet enjeu particulier.

Multilatéral, bilatéral et unilatéral : Dans le cadre des affaires internationales, le terme « multilatéral » désigne les initiatives, les réunions ou les organisations qui font appel à la participation de plus de deux pays. Quelques exemples d'organismes multilatéraux : les Nations Unies, la Banque Africaine de développement et l'Organisation mondiale du commerce. Ainsi, la plupart des réunions internationales peuvent être qualifiées de multilatérales. Le terme « bilatéral » désigne les initiatives et les réunions entre deux pays (par exemple, lorsqu'on parle d'« aide bilatérale », on fait référence à une aide financière qu'un

pays accorde à un autre, sans que des intervenants intermédiaires n'entrent en jeu); quant au terme « unilatéral », il est employé pour qualifier des initiatives menées de manière indépendante par un seul pays.

Négociateur : Dans le cadre des réunions internationales, on entend par « négociateur » les délégués de haut niveau qui sont chargés de discuter, de négocier et d'adopter les questions abordées dans les principaux documents, déclarations, énoncés, etc. Habituellement, les pays délèguent des négociateurs en chef qui représentent leur gouvernement.

Non-document : Préparés pour des consultations informelles parmi les États membres, les non-documents servent d'outil pour faire avancer le processus d'obtention d'un consensus. Les non-documents ne sont pas inclus dans le dossier officiel de la conférence ou de la réunion.

Nord-Sud : La dichotomie Nord-Sud, qui évoque moins une référence géographique qu'une référence politique, est une notion qui sert à désigner la ligne de partage qui existe entre, d'une part, les pays riches, qui jouissent généralement d'un niveau de vie passablement élevé et exercent un plus grand pouvoir dans la sphère internationale; et d'autre part, les pays pauvres, qui jouissent en moyenne d'un niveau de vie inférieur, et ont moins de poids dans la sphère internationale. Cette dichotomie s'exprime aussi des façons suivantes : pays **développés** par opp. à pays **en développement** ou **peu développés**; pays **industrialisés** par opp. à pays **non industrialisés**; pays **riches** par opp. à pays **pauvres**.

Normes : Dans le contexte de la prise de décision internationale, les normes désignent des règles ou des principes qui font valoir les bonnes et les mauvaises conduites; les normes sont le fer de lance de la mise en application des mesures adoptées dans le cadre international.

Observateur : Un pays, un bloc ou un organisme qui participe au débat, mais qui n'a pas de droits officiels, tels que le droit de vote.

Organisation non gouvernementale (ONG) : L'acronyme ONG désigne toute organisation sans but lucratif locale, nationale ou internationale, qui est dirigée par des personnes qui défendent un intérêt commun. La plupart du temps, ce terme est employé pour désigner des organisations ayant un mandat économique, social et/ou humanitaire.

Parties : Les États parties à un accord international sont les pays qui ont ratifié cet accord et qui sont donc légalement tenus de respecter ses dispositions.

Préambule : Le préambule est l'introduction d'une convention, d'une résolution ou d'un document émanant d'une conférence. Il identifie les principaux enjeux à examiner, énonce les facteurs sous-jacents d'un problème et précise les principaux grands objectifs.

PrepCom : Le Comité préparatoire (PrepCom) d'une conférence est formé des États membres, et parmi ceux-ci, un président est nommé (qui, par le fait même, est susceptible d'exercer une influence considérable tout au long du processus préparatoire). Les réunions du PrepCom ont pour but d'élaborer l'ordre du jour et le programme de travail de la réunion principale, ainsi que d'entreprendre les négociations préliminaires, avant la réunion principale proprement

dite. Les représentants de la société civile dûment accrédités participent eux aussi aux PrepCom.

Président : Le président a la responsabilité de faciliter le progrès de la réunion et de s'assurer que les règles de procédure de la conférence sont observées. Divers présidents peuvent être élus pour diriger des sessions informelles.

Principaux groupes : L'expression « principaux groupes » a été créée au cours du processus qui a mené à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), aussi connue sous le nom de Sommet de la Terre de Rio de 1992; elle désigne des groupes particuliers qui défendent des intérêts précis se rattachant aux points qui seront abordés dans une réunion donnée. *Action 21*, l'un des documents ayant émané de la CNUED, désigne les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, pour ne nommer que ceux-là, comme « principaux groupes » concernés par les enjeux relatifs au développement durable.

Programme d'action : Un ensemble de stratégies et de mesures, sur lequel s'entendent les États membres, dans le but de réaliser les objectifs de la conférence; le programme d'action est souvent assorti d'une déclaration. Les États membres entament la rédaction du programme d'action pendant les réunions du PrepCom (s'il y a lieu). Les termes « **plan d'action** » ou « **plateforme d'action** » sont parfois utilisés pour désigner le programme d'action.

Protocole : Voir *Convention, traité ou protocole*

Rapporteur : L'agent d'une réunion ou d'une conférence qui a pour tâche particulière de rédiger le procès-verbal et le rapport de chaque séance de la conférence.

Ratification : L'approbation ou l'acceptation officielle d'une convention par un gouvernement national, qui lie juridiquement l'État à une convention. Une fois que le nombre requis de ratifications est atteint (ce nombre est défini en vertu de la convention proprement dite), la convention ou le protocole « entre en vigueur » et doit être respectée par tous les États parties contractants. Il importe de souligner que si, d'une part, les chefs d'État signent une convention ou un protocole, ceux-ci doivent obtenir, d'autre part, l'approbation de leur gouvernement respectif pour que l'entente soit ratifiée. La mise en application des mesures doit alors être mise en branle localement.

Règles de procédure : Comme le programme des réunions et des conférences internationales est très chargé, et qu'on y fait appel à la participation de tous les acteurs concernés, des règles de procédure élémentaires doivent être observées; elles déterminent le lieu et le moment où les intervenants peuvent prendre la parole, ainsi que les sujets qui peuvent être abordés (voir la section « Lectures recommandées », page 54).

Réserves : Les États peuvent formuler une réserve à l'égard du document de la conférence (c.-à-d., la déclaration et le programme d'action) ou d'un traité. En formulant une réserve, un État peut néanmoins adopter un traité ou le document d'une conférence, ou adhérer à celui-ci; mais ce faisant, il indique aux autres États membres qu'il se soustraira à l'application des paragraphes de l'accord auxquels il s'oppose. Parfois, il n'est pas permis de formuler une réserve ou il est seulement permis de formuler une réserve sur des paragraphes spécifiques.

Résolution : Un document cautionné par un gouvernement ou par un groupe de gouvernements, qui recommande une série de mesures à prendre. Une résolution comprend une introduction – un préambule – qui souligne l'objectif de la résolution et énumère les décisions antérieures ayant été adoptées sur le sujet. Les dispositions exécutoires d'une résolution précisent les mesures à adopter.

Séance plénière : Une réunion de l'ensemble d'une commission ou d'une convention, dans le cadre de laquelle les décisions officielles sont prises.

Secrétariat de la conférence : En général, les secrétariats des conférences des Nations Unies sont constitués dans le but d'assurer les services et l'administration rattachés aux conférences organisées par les Nations Unies. Le secrétariat est chargé d'une grande variété de tâches, dont l'accréditation des ONG et la distribution (et parfois, la rédaction) des documents principaux et de l'information préparatoire.

Segment de haut niveau : Il s'agit de la composante ministérielle de la Commission du développement durable, où il est question des plus importants enjeux et où sont conclus les accords.

Session extraordinaire : Les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies (appelées parfois UNGASS) sont des séances spéciales de l'Assemblée générale qui se penchent sur un thème particulier ou visent à faire le suivi d'un sommet ou d'une conférence. Les sessions extraordinaires sont semblables aux conférences ou aux sommets organisés par les Nations Unies, en ce sens qu'un grand nombre de groupes d'intérêts y participent et qu'une déclaration et un programme d'action sont souvent produits au terme de l'événement; toutefois, on ne s'attend pas, en général, à ce que les chefs d'États y assistent.

Société civile : Ce terme désigne, de façon générale, les acteurs et les institutions qui gravitent hors de la sphère gouvernementale. Parmi les acteurs de la société civile, on retrouve des universitaires et des chercheurs, des entreprises et des grands secteurs industriels, des représentants des peuples autochtones et, dans presque tous les cas, des organisations non gouvernementales (ONG) et les médias. On a généralement comme perception que les ONG forment à elles seules la société civile, mais le débat entourant cette question n'est pas terminé.

Statut consultatif : Les organisations non gouvernementales, les organismes publics sans but lucratif ou les organisations bénévoles qui sont dotés du statut consultatif au sein du Conseil économique et social entretiennent des relations mutuellement bénéfiques avec les Nations Unies. Parmi ces organisations, celles qui ont acquis le statut consultatif après avoir suivi le processus d'application et d'examen du Comité de l'ECOSOC sur les ONG sont habilitées à contribuer aux programmes de travail et aux objectifs des Nations Unies en agissant à titre d'experts, de conseillers et de consultants auprès des gouvernements et du Secrétariat.

Sud : Voir *Nord-Sud*.

Traité : Voir *Convention, traité ou protocole*

Annexe 2
Comprendre la langue des réunions internationales : les acronymes

ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AG	Assemblée générale de l'ONU
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
AOSIS	Alliance des petits États insulaires
APD	Aide publique au développement
APEC	Organisation de coopération économique Asie-Pacifique
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (fait partie du Groupe de la Banque mondiale, souvent appelé la « Banque ».
CARICOM	Marché commun des Caraïbes
CCF	Commission de la condition de la femme
CDD	Commission du développement durable
CDH	Commission des droits de l'homme
CdP	Conférence des Parties
CIJ	Cour internationale de Justice
CNUED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat; anciennement Centre des Nations Unies pour les établissements humains)
CNUPD	Commission des Nations Unies sur la population et le développement
CNURDE	Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant
COONG	Comité des organisations non gouvernementales des Nations Unies
CP	Comité plénier
CPI	Cour pénale internationale
CS	Conseil de sécurité de l'ONU
DAES	Département des Affaires économiques et sociales (ONU)
DIP	Département de l'Information publique (ONU)
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
ECOSOC	Conseil économique et social
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
G-77	Groupe des 77 (groupe de négociation représentant 133 pays en développement)
G8	Groupe des Huit (groupe de négociation formé de huit pays industrialisés : États-Unis, GB, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon et Russie)
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GIEC	Groupe d'experts intergou vernemental sur l'évolution du climat
GONGO	*Government Organized Non-Governmental Organization* (ONG governmental)
GPOC	Groupe de pays d'optique commune
GR	Groupe de Rio (groupe de négociation qui représente les intérêts de l'Amérique latine et des Caraïbes)
HCNUDH	Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
HCNUR	Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
IDH	Indice du développement humain

IFI Institutions financières internationales

JUSSCANNZ Japon, États-Unis, Canada, Australie, Norvège et Nouvelle-Zélande (il s'agit d'un groupe de négociation composés de pays riches)

MCC Marché commun centraméricain

MERCOSUR *Mercado Común del Sur* (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay)

MPNA Mouvement des pays non-alignés

NPDA Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

NU Nations Unies

OC Organisme communautaire

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

ODM Objectifs de développement du millénaire

ODNG Organisme de développement non gouvernemental

OEA Organisation des États américains

OENG Organisme environnemental non gouvernemental

OI Organisme intergouvernemental

OIT Organisation internationale du Travail

OMC Organisation mondiale du commerce

OMS Organisation mondiale de la santé

ONG Organisation non gouvernementale

OPEP Organisation des pays exportateurs de pétrole

OSBL Organisme sans but lucratif

OSC Organisation de la société civile

OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PAM Programme alimentaire mondial (Nations Unies)

PAS Programme d'ajustement structurel

PEID Petits États insulaires en développement

PIB Produit intérieur brut

PNB Produit national brut

PNUCID Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE Programme des Nations Unies pour l'environnement

PPTE Pays pauvres très endettés

QUANGO Organisation non gouvernementale quasi-autonome

R. et D. Recherche et développement

SLNG Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies

SM Société multinationale

STN Société transnationale

TIC Technologies de l'information et des communications

UA Union africaine (anciennement Organisation de l'unité africaine)

UE Union européenne

UICN Union mondiale pour la nature

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNGASS Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNIFEM Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

UNYU Unité de jeunesse des Nations Unies

WFUNA Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies



ISBN 0-9688899-3-X